

LE FIGARO

LE DOSSIER DE L'ENQUÊTE

MÉMOIRE

PRÉSENTE

par M. le lieutenant-colonel en réforme

GEORGES PICQUART

DEVANT

la Chambre des mises en accusation

(SUITE ET FIN)

3^e Reprise des accusations contre Picquart au sujet des indiscrétions de l'Eclair à l'instruction Fabre. (Témoignage de Capiaux.)

Le 12 juillet 1898, une instruction était ouverte contre Picquart et Leblois à la suite de la lettre par laquelle Picquart dénonçait à M. le président du Conseil le faux dont l'auteur s'est trouvé plus tard être Henry.

Parmi les griefs principaux revenant la soi-disant communication du dossier secret Dreyfus qui aurait été faite par Picquart à Leblois. Il ne s'agissait plus ici d'expliquer, comme devant le général de Pellieux, l'épisode du document libérateur; il s'agissait seulement de convaincre Picquart d'un délit qui le disqualifiait. L'histoire du document libérateur avait cessé d'occuper les esprits; il était prudent de n'y pas revenir.

Aussi Henry et Gribelin, tout en renouvelant les dépositions qu'ils avaient faites lors des affaires Esterhazy, se gardèrent-ils bien d'effleurer ce sujet brûlant.

Mais, alors, quel usage M. Leblois n'a-t-il fait de ses soi-disant confidences de Picquart? Ou trouve-t-on la trace des indiscrétions commises? Ni M. Leblois, ni M. Scheurer-Kestner ne se sont basés sur le dossier secret pour chercher à innover Dreyfus; ils n'ont jamais dit un mot qui puisse s'y rapporter. On ne trouve d'indiscrétions au sujet de ce dossier que dans l'Eclair du 15 septembre 1898 et dans une rectification faite en novembre 1898 par M. Bernard Lazare, au sujet de l'article de l'Eclair.

Qu'à cela ne tienne; c'est à Picquart et à Leblois qu'on a reproché ces indiscrétions, d'après le général Goussé, et il formule nettement son accusation (Instruction Fabre, cote 18), que Gribelin soutient énergiquement, tant en ce qui concerne l'article de l'Eclair que les révélations de la brochure de Bernard Lazare. (Instruction Fabre, cote 22.)

Mais cette difficulté se présente. La scène à laquelle Henry et Gribelin prétendent avoir assisté est bien postérieure à l'article de l'Eclair; il est bien difficile aussi d'y rattacher les révélations de Bernard Lazare, le 6 novembre, la veille par conséquent du jour où Leblois est rentré à Paris!

C'est alors qu'on produit un nouveau témoin, Capiaux, qui est audacieusement opposé à l'alibi invoqué par Leblois, et qui prétend avoir vu ce dernier venir au bureau en août et septembre. Ce témoignage, qui n'est pas corroboré par celui du capitaine Valdant et qui présente, comme nous l'avons vu précédemment, les plus grossières invraisemblances, n'a pas été retenu par M. le juge d'instruction Fabre, qui a renvoyé Leblois des fins de la plainte et s'est déclaré incompétent en ce qui concerne Picquart.

Il n'en est pas moins clair que ce témoignage a été invoqué dans le but évident de pouvoir soutenir l'affirmation du général Goussé, d'après laquelle l'indiscrétion de l'Eclair serait l'œuvre de Picquart et de Leblois. Il n'en est pas moins vrai qu'il a été retenu par le capitaine Tavernier!

4^e Instruction Tavernier. — Nécessité de remplacer le témoignage d'Henry au quel il est impossible de recourir. — Témoignage de Guénée.

Le capitaine Tavernier, malgré le nouveau don à bénéficier Leblois, reprend contre Picquart l'accusation d'avoir communiqué le dossier secret de Dreyfus. Mais cette accusation a des bases bien faibles maintenant qu'il n'est plus possible d'invoquer le témoignage d'Henry, faussaire avéré, le seul qui eût prétendu avoir vu une pièce du dossier secret plus ou moins sortie de l'enveloppe et placée sous les yeux de Leblois.

Les assertions de Gribelin et même celles de Capiaux ne permettent pas d'établir matériellement une communication de pièces secrètes.

C'est alors qu'on fait paraître pour la première fois Guénée, à qui Picquart aurait fait, dès septembre 1896, l'aveu de la communication. Et pour que le témoignage tardif de Guénée ne paraisse pas trop extraordinaire, on produit par la même occasion ses rapports du 30 octobre et 21 novembre 1896 où il expose, avec moins de détails, les mêmes faits que ceux qui font l'objet de sa déposition.

La valeur des rapports et du témoignage de Guénée a été examinée plus haut. Il n'y a pas à y revenir. C'est cependant ici le cas de se demander comment il se fait que jamais, auparavant, il n'ait été dit un mot de ces rapports qui accusent pourtant Picquart d'une faute très nette; que jamais il n'y ait été fait la moindre allusion, même aux enquêtes secrètes de l'autorité militaire, même au Conseil d'enquête du 1^{er} février 1898, où Pic-

quart a dû s'expliquer sur ses soi-disant indiscrétions.

Ne serait-ce pas que ces rapports ne cadraient pas bien alors avec le genre d'accusation portée contre Picquart et qu'on les aurait refaits et modifiés pour les besoins de la cause, au moment où il s'agissait de boucher, à l'instruction Tavernier, la brèche laissée ouverte par la disqualification du témoignage d'Henry?

Il est grave, sans doute, d'élever de pareils soupçons, mais d'abord les fraudes nombreuses récemment signalées dans les dossiers du service des renseignements nous invitent à être sur nos gardes et, ensuite Guénée lui-même y a donné prise par les propos qu'il a tenus l'an dernier devant M. Maillot, rédacteur au Temps, propos qui pourront être confirmés par MM. Schiller et Géant, du même journal.

Ces messieurs avaient été cités par la défense devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation à l'occasion de la révision du procès Dreyfus, mais ils n'ont pas été entendus. Il sera nécessaire de les entendre dans l'affaire actuelle, car leur témoignage permettra de se rendre compte de la facilité avec laquelle Guénée admet l'idée que l'on fabrique un rapport quand c'est nécessaire pour les besoins de la cause.

Il serait nécessaire, d'ailleurs, de soumettre les rapports de Guénée dont il a été question plus haut à un examen sérieux au point de vue de leur confection matérielle. Il semble, notamment, que certaines parties en aient été retranchées par voie de découpage, et que les signatures aient été mises après coup.

En résumé, on voit, par ce qui précède, que tous les témoignages produits pour convaincre Picquart d'avoir communiqué à Leblois le dossier secret Dreyfus ont été invoqués dans des circonstances et des conditions qui les rendent particulièrement suspects.

Il est remarquable, en tous cas, que ce dossier secret, dont la connaissance eût été si précieuse aux amis de la révision, n'ait jamais été divulgué, en aucune de ses parties, jusqu'à ce qu'il en ait été question officiellement à l'automne de 1898 à propos de la révision.

Il n'y a d'exception à faire que :

1^o Pour une pièce à laquelle Picquart a fait allusion au procès Esterhazy, sans d'ailleurs en indiquer ni l'origine ni la teneur, et cette indication de Picquart n'a été connue que parce que le commandant Ravary en a fait mention dans son rapport.

2^o Pour la pièce en canaille de D... divulguée pour la première fois publiquement par les ennemis de Dreyfus dans le journal l'Eclair, qui en a donné d'ailleurs un texte falsifié. La famille Dreyfus connaissait, du reste, cette pièce depuis le mois de février 1895 par le docteur Gibet, qui avait été renseigné lui-même par M. Félix Faure; mais les parents du condamné ne se servirent pas de ce renseignement avant l'époque où le texte falsifié en fut publié par l'Eclair.

Donc, non seulement la communication à Leblois du dossier Dreyfus ne peut être établie, mais encore, si elle était établie, on ne pourrait concevoir dans quel but elle aurait été faite, puisqu'à aucun moment M. Leblois, ou M. Scheurer-Kestner, ou toute autre personne demandant la révision, ne s'en est servi.

III

Faux et usage de faux

D'après le rapport du capitaine Tavernier, l'accusation de faux paraît s'appuyer sur deux ordres de faits :

A) Les circonstances qui ont accompagné l'arrivée du petit bleu au ministère de la guerre et les prétendues tentatives frauduleuses auxquelles Picquart se serait livré au moment de la photographie de la pièce;

B) Le caractère de la pièce elle-même.

A. — Des circonstances qui ont accompagné l'arrivée du « petit bleu » au ministère de la guerre et des prétendues tentatives frauduleuses de Picquart au moment de la photographie de cette pièce.

Le premier ordre de faits a été discuté à loisir au procès Zola et à l'instruction Fabre. Le général Rogot en a fait l'objet d'une longue déposition devant M. le rapporteur Tavernier, déposition qui n'est qu'un réquisitoire, car le général Rogot n'a eu l'occasion de faire au sujet du petit bleu d'autre constatation personnelle que celle du grattage dont la pièce a été l'objet. Cette déposition résume à peu près tous les griefs recueillis à ce sujet contre Picquart, et Picquart y a répondu point par point dans l'affaire en règlement de juges des 2 et 3 mars dernier. Il paraît donc inutile de revenir ici sur cette discussion.

La déposition du général Rogot se trouve ci-jointe avec les réponses de Picquart (pièce annexe n° 1), ainsi que les tableaux comparatifs des témoignages de Lauth, Junck et Gribelin, au sujet de la question de l'écriture du petit bleu, et de la question d'apposition des cachets de la poste (pièces annexes n° 2 et 3). Il suffira de se reporter à ces deux documents pour être fixé et se rendre compte de la vanité des accusations, de l'incertitude des témoignages produits.

Une remarque cependant. L'accusation d'apposition relative à la prétendue proposition de cachets de la

poste sur le petit bleu a été tenue secrète au procès Esterhazy. A l'instruction, le commandant Ravary y a fait allusion passagèrement, mais sans nommer la personne à laquelle la proposition aurait été faite et sans y insister et il n'en a pas fait mention dans son rapport. A l'audience du conseil de guerre Esterhazy, Picquart, n'ayant été, malgré sa demande, confronté qu'avec Henry, est resté dans l'ignorance absolue de ce que Lauth, Junck et Gribelin ont pu dire à ce sujet; il ne se doutait en aucune façon des accusations que Lauth et Gribelin avaient formulées au cours de l'instruction et qu'ils ont dû forcément rééditer à l'audience à huis clos. C'est le procédé de la pièce secrète dans tout ce qu'il a d'odieux.

Au Conseil d'enquête du 1^{er} février 1898 cette accusation n'a pas figuré non plus dans la liste des griefs incriminés contre Picquart, liste qui, conformément au règlement, devait lui être communiquée et lui a en effet été communiquée avant la séance. Mais le rapporteur ayant eu à se baser sur les pièces du procès Esterhazy, la question des cachets de la poste s'est révélée tout naturellement à la séance du Conseil d'enquête, sans qu'on ait cherché d'ailleurs à y insister sérieusement.

Il est à remarquer qu'au procès Zola, Lauth et Gribelin n'ont pas parlé de cette question dans leur première déposition, et l'on pourrait reprocher à Lauth, qui avait juré de dire toute la vérité, d'avoir triché par cette omission le récit qu'il avait déjà fait à l'enquête Pellieux. A cette enquête, il avait en effet réuni comme ayant été traitées ensemble dans une même conversation avec Picquart la question de l'écriture du petit bleu et celle de l'apposition des cachets de la poste. A sa première déposition au procès Zola, il évite au contraire de parler des cachets et ne produit que ce qui est relatif à l'écriture. (Procès Zola, I, p. 152 et suiv.), obéissant, semble-t-il, à la même consigne qui avait fait écarter cette question du Rapport Ravary.

A ce moment, Picquart n'avait pas encore déposé; ne sachant s'il parlerait encore ou non, on le ménageait, tout en le tenant sous le coup d'une mise en réforme. Mais on fut bientôt fixé.

Le jour où Picquart dut déposer au procès Zola, on lui envoya le commandant Bessières, de l'état-major du gouvernement militaire de Paris, qui sous prétexte de lui apporter l'ordre de ne pas commettre d'indiscrétions susceptibles d'amener des complications diplomatiques, était évidemment dépêché pour savoir s'il parlerait ou non. Picquart ayant déclaré que, sous la réserve du secret professionnel, il observerait strictement le serment de dire la vérité et toute la vérité, l'état-major prit aussitôt les mesures nécessaires pour parer à l'effet que pourrait produire la déposition de Picquart, notamment en ce qui concernait le petit bleu. C'est ainsi que juste avant la déposition de Picquart, on rappela Gribelin et Lauth pour leur faire raconter l'histoire des cachets de la poste, qui aboutit d'ailleurs plus tard à la confusion de Lauth devant les questions, précises et serrées de la défense. (Voir pour le rappel de Gribelin et de Lauth, I, p. 282 et suiv. et pour les questions posées à Lauth par la défense, I, p. 351 et suiv.)

Depuis lors, il parut nécessaire de renforcer le témoignage émanant de Lauth; c'est pourquoi Junck, qui avait été attaché dans l'intervalle au cabinet de M. Cavaignac sous les ordres du général Rogot, fut mis en avant aux instructions Fabre et Tavernier où il déposa dans des termes dont on peut apprécier la sincérité et la vraisemblance en se reportant aux tableaux n° 2 et n° 3 des pièces annexes, termes qui diffèrent complètement de ceux de sa déposition devant le commandant Ravary à la fin de 1897.

B. — Caractère de la pièce dite le « petit bleu »

Dans cet ordre d'idées, il y a deux choses à considérer : l'écriture du petit bleu, et le grattage.

Voyons d'abord l'écriture :

1^o Écriture du « petit bleu »

L'écriture du petit bleu est visiblement déguisée. C'est une des raisons pour lesquelles il semblerait naturel à un esprit non prévenu que Picquart ait demandé à Lauth, très au courant de la question, si, à son avis, l'écriture du petit bleu n'était pas précisément celle de la personne de chez qui venait la pièce.

Devant la vive dénégation de Lauth, Picquart n'insista pas, quoique Junck ait prétendu faussement à l'instruction Tavernier qu'il a entendu Picquart poser une seconde fois la question à Lauth. Cette allégation tardive de Junck perd toute sa valeur si l'on considère qu'elle ne concorde pas avec les témoignages antérieurs de cet officier, ni avec aucun des témoignages de Lauth.

D'ailleurs, il suffit de jeter les yeux sur la note rédigée par Picquart le 1^{er} septembre 1896 au sujet de l'affaire Esterhazy, note qui a été soumise presque immédiatement au général Goussé par Picquart, pour se rendre compte que celui-ci ne vise en aucune façon une question d'écriture qui n'eût pu être tranchée que par un expert. Dans cette note Picquart parle du lieu d'origine de la pièce et non de l'écriture, ce qui détruit l'affirmation faite tardivement par le général Goussé à l'instruction Tavernier, et d'après laquelle Picquart aurait affirmé au

général que la pièce était bien de l'écriture de A...

Il suffit d'ailleurs de réfléchir pour se rendre compte que le petit bleu tirait surtout son importance du lieu d'où il venait. Qu'il eût été écrit par le correspondant d'Esterhazy en personne, ou par un de ses employés, c'est là une question dont la gravité ne pouvait être examinée qu'en seconde ligne et avec l'assistance d'un idoine, étant donnée la nature déguisée de l'écriture. Mais cette expertise, Picquart n'avait pas le droit de la faire faire sans l'assentiment de ses chefs; elle eût fait cesser le caractère secret de l'enquête, puisque le petit bleu révélait, par le texte même de l'adresse, le nom et la qualité du destinataire.

Il est à remarquer que cette question de l'écriture du petit bleu ne semble avoir donné lieu à aucune recherche jusqu'au jour où Picquart a été formellement accusé de faux, et il faut remarquer aussi que ni le général de Pellieux, ni le commandant Ravary n'ont fait la moindre investigation à ce sujet.

A l'instruction Tavernier, une expertise s'imposait, et elle a été faite.

On a comparé l'écriture du petit bleu à celle de Picquart, et le rapport des experts met Picquart hors de cause.

On a également soumis aux experts, pour qu'ils en comparent l'écriture avec celle du petit bleu :

1^o Une lettre provenant soi-disant de la personne soupçonnée par Picquart d'être le correspondant d'Esterhazy et signée du nom de cette personne que nous désignerons, comme nous l'avons fait jusqu'ici, par l'initiale A;

2^o Sur la demande expresse de Picquart, un brouillon au crayon signé de la seule lettre C, venu par la même voie que le brouillon et le petit bleu, et trouvé dans le même lot de papiers que le petit bleu.

Picquart avait toujours pensé que ce brouillon émanait de A...

La conclusion des experts a été que l'écriture du petit bleu était pas la même que celle de la lettre, mais qu'elle présentait des analogies graphiques avec le brouillon au crayon.

Il convient de faire à ce sujet les remarques suivantes :

On aurait pu prendre comme échantillon de l'écriture de A... une des pièces de sa correspondance officielle (il n'en manque certainement pas au ministère); l'authenticité des pièces de comparaison eût alors été certaine.

On aurait pu prendre encore des pièces venues par la même voie que le brouillon, mais contemporaines au moins du « petit bleu », ou datant d'une époque à laquelle il ne s'était pas encore produit de faux avérés au service des renseignements; on aurait eu ainsi des garanties d'authenticité moindres que dans le cas précédent, mais la chose eût été acceptable à la rigueur.

Au lieu de cela, que fait-on? On prend comme pièce unique de comparaison une lettre signée, il est vrai, du nom de A... et écrite sur du papier à en-tête officiel; mais cette pièce, venue, paraît-il, par la même voie que le brouillon, porte la date du 18 octobre 1897, et elle a dû par conséquent, être produite au ministère fin octobre ou au commencement de novembre, c'est-à-dire à une époque à laquelle le bureau des renseignements était justement en train de se livrer à toutes les machinations imaginables pour sauver Esterhazy.

De plus, M. le rapporteur Tavernier prend avec Picquart, au sujet de cette pièce, des précautions singulières. Il montre à Picquart un brouillon à l'encre datant de 1896 et que Picquart savait à peu près sûrement émaner de A...; il fait constater par écrit à Picquart la ressemblance entre l'écriture de ce brouillon à l'encre et celle de la lettre, et donne ensuite aux experts, comme pièce de comparaison, non le brouillon à l'encre et la lettre, ou le brouillon seul, mais bien la lettre seule.

Voici d'ailleurs dans quels termes singuliers le rapporteur a fait rédiger la partie du procès-verbal concernant cette opération : « Après avoir examiné cette lettre (la lettre du 18 octobre) et avoir comparé son écriture avec celle d'un document (le brouillon à l'encre que nous lui présentons), l'inculpé répond :

Je reconnais que le document que vous me présentez est bien écrit par la personne qui a signé la lettre, et j'estime en conséquence que la lettre émane bien de la personne qui l'a signée.

Le raisonnement attribué à Picquart est absurde, et s'il a consenti à signer le procès-verbal contenant cette phrase, c'est afin de ne pas être accusé de se refuser aux autres opérations prévues par ce procès-verbal, savoir : l'expertise du petit bleu avec sa propre écriture (à lui Picquart) et avec le brouillon au crayon noir signé C...; il avait d'ailleurs d'autant plus de raison de ne pas soulever de difficultés à ce sujet que ce n'est pas sans peine qu'il avait obtenu l'expertise du brouillon signé C...

Autres remarques : Les experts ont trouvé qu'il existait des ressemblances graphiques entre l'écriture du petit bleu et celle du brouillon au crayon signé C...

Il serait donc bien intéressant de savoir exactement de quelle main est ce brouillon.

Etant donné qu'il a été trouvé dans un lot de pièces émanant de A..., il est plus que probable qu'il a été écrit par A... ou par un de ses employés.

Lauth, interpellé à diverses reprises

au sujet de cette pièce, cherche à établir qu'elle n'est pas de A...; mais il est visiblement embarrassé. Devant le général de Pellieux, il dit qu'il est presque sûr de pouvoir l'attribuer à toute autre personne que A...

Devant le commandant Ravary, il sent évidemment le danger de ne pas être plus explicite qu'il l'a été devant le général de Pellieux, et il dit que la pièce doit être attribuée absolument à une autre personne que A...; mais il ne nomme pas cette personne et on ne lui demande pas de la nommer, ce qui est bien singulier. Il ajoute, ce qui est manifestement faux, que d'après la contenance du document ce doit être une pièce arrivée au lieu où elle a été prise, et non une pièce partant de ce lieu.

Enfin, aussi bien devant le général de Pellieux que devant le commandant Ravary, Lauth affirme qu'il lui est impossible de se rappeler s'il a reconnu cette pièce avant le « petit bleu », en même temps ou après.

Quant à une inscription au crayon bleu qui se trouve sur le brouillon au crayon noir signé C..., et qui est à peu près ainsi conçue : « A faire porter par le concierge », elle n'a pas été expertisée. L'expertise en serait pourtant intéressante, car il est avéré que A... se servait souvent de crayon bleu.

En résumé :

1^o L'expertise du « petit bleu » au point de vue de l'écriture de A... a été faite en se servant d'une pièce de comparaison unique, suspecte en raison de son origine et de l'époque à laquelle elle a été produite. Il est même permis de se demander si cette pièce n'est pas un faux que l'on tenait tout prêt au service des renseignements pour le cas où il serait procédé à une expertise du petit bleu.

Il est donc nécessaire de faire une nouvelle expertise avec des pièces de comparaison en nombre suffisant et d'une authenticité certaine.

2^o L'expertise du « petit bleu » a démontré qu'il existait des ressemblances graphiques entre cette pièce et un brouillon au crayon noir signé C... Il serait intéressant d'établir de quelle main est ce brouillon; il faudrait notamment interroger à ce sujet Lauth, qui paraît être fixé sur la personnalité du scripteur, et qui s'est abstenu toutefois de le désigner.

Mais, indépendamment de l'opinion que peut avoir actuellement Lauth à ce sujet, il y a de grandes probabilités pour que l'auteur de ce brouillon ne soit autre que A... et cela en raison de l'origine même de la pièce. Lauth lui-même n'avait pas exprimé un doute absolu à ce sujet devant le général de Pellieux. Il ne s'est ravisé que plus tard, sans doute lorsqu'il a vu quel danger courait Esterhazy, si, en admettant que ce brouillon fût de A..., on établissait une corrélation entre cette pièce et le petit bleu.

2^o Grattage du « petit bleu »

L'expertise faite sur le « petit bleu » a révélé que cette pièce a été l'objet de grattages et de surcharges affectant le mot « Esterhazy » qui figure sur l'adresse.

Une première surcharge a été faite à la lettre E au passage d'une déchirure. Cette surcharge figure déjà sur les seconds clichés faits par Lauth lorsqu'il a photographié le petit bleu, mais Lauth avait déclaré qu'il avait détaché les premiers clichés et ces clichés n'ayant effectivement pas été retrouvés, il n'a pas été possible de vérifier si la surcharge existait lors des premières photographies faites. Il est raisonnable toutefois de supposer que cette surcharge, qui est d'une autre encre que l'écriture de la pièce, a été faite au cours des opérations photographiques pour faire mieux ressortir l'E altérée par une déchirure du papier.

Lauth et Junck prétendent n'y être pour rien, il est permis cependant d'attribuer cette surcharge à Lauth, qui seul a manipulé le petit bleu pour le photographier. Junck ne s'étant occupé que des clichés.

Quant à Picquart, il ne s'est jamais occupé des détails matériels de la photographie et ne pénétrait même jamais dans l'atelier, qui se trouvait installé dans une sorte de souterrain.

De plus, des grattages affectant plusieurs lettres du mot « Esterhazy » et tous les intervalles de ces lettres ont eu lieu postérieurement aux photographies, ainsi que l'indiquent les clichés, et leur falsificateur a rétabli le mot « Esterhazy » dans son intégrité au moyen de surcharges. Le but de cette opération est évident : c'est de faire croire que l'adresse du petit bleu portait primitivement un autre nom qu'Esterhazy, que ce nom a été gratté et qu'on y a substitué celui d'Esterhazy.

Malheureusement pour le falsificateur, les experts ont reconnu que le mot « Esterhazy » existait primitivement sur l'adresse du « petit bleu », qu'il était écrit avec la même encre et probablement de la même main que le reste de la pièce.

La pièce est écrite avec de l'encre à la noix de galle. Les surcharges sont toutes à l'encre de bois de campêche, aussi bien celles qui sont antérieures que celles qui sont postérieures à la photographie.

A quel moment les grattages ont-ils été faits? Les clichés prouvent que c'est après l'exécution des photographies, qui elles-

mêmes ont eu lieu au printemps de 1896. D'autre part, une fois les photographies faites, le petit bleu est revenu entre les mains de Picquart, qui ne l'a plus sorti de son coffre-fort que pour le montrer à ses chefs. En quittant le ministère, le 16 novembre 1896, Picquart a remis la lettre de menaces qu'il a écrite à Picquart le 31 mai de cette année.

Elle ne devait pas en porter davantage au printemps de 1897, sans quoi Henry en aurait probablement parlé dans la lettre de menaces qu'il a écrite à Picquart le 31 mai de cette année.

Il est probable, par contre, que les altérations devaient exister lors de l'enquête du général de Pellieux, car Picquart, à qui le général a montré rapidement la pièce en lui demandant s'il la reconnaissait, a traduit l'impression de l'examen très superficiel qu'on lui en a laissé faire en disant qu'il lui semblait que l'écriture en était autrefois plus homogène.

Il y a également des probabilités pour que les altérations existassent dès le 10 novembre 1897, lorsqu'un faussaire, qui, d'après divers témoignages, serait du Paly, a télégraphié à Picquart : « On a des preuves que le « bleu » a été fabriqué par Georges. » A quelles preuves peut-on faire allusion, sinon aux altérations que l'on a constatées depuis dans le mot « Esterhazy »?

Mais la première constatation officielle du grattage du petit bleu émane du général Rogot en mai 1898.

Il dit à ce sujet dans sa déposition devant le capitaine Tavernier :

Je rends compte au général Goussé le jour même ou le lendemain de mes constatations, mais il ne fut donné pour le moment aucune suite à ma communication, ni tenu aucun compte des convictions que je lui exprimais.

Le 2 novembre 1898, devant le capitaine Tavernier, le général Goussé fit au même sujet une déclaration qui est extrêmement grave, car elle est en contradiction absolue avec celle du général Rogot. La voici in extenso :

D. — Nous présentons au témoin la carte-télégramme dite « petit bleu », et nous lui demandons : « Quand vous avez eu cette carte entre les mains, vous êtes-vous jamais aperçu que le mot « Esterhazy » porté sur l'adresse avait été en partie gratté? »

R. — Non, je ne m'en étais jamais aperçu et je dois dire que mon attention n'a jamais été portée sur ce point.

Cette déclaration est, il faut le répéter, de la plus haute gravité. Le général Rogot a été frappé de suite par le grattage; et, d'après ce qu'il affirme, le général Zurlinden l'aurait été également, sans que son attention y eût été apportée au préalable; il est même probable que c'est cet aspect frauduleux de la pièce qui a dû déterminer le général Zurlinden à engager une poursuite pour faux contre Picquart.

Ce grattage si visible, le général Goussé ne s'en serait pas aperçu, lui qui avait vu le petit bleu intact, qui l'avait eu à diverses reprises sous les yeux avant qu'il fût altéré!

Et pourquoi affirme-t-il le 2 novembre 1898, sous la foi du serment, que son attention n'a jamais été portée sur ce point, alors que le général Rogot lui en a parlé au mois de mai précédent?

Dans toute instruction dirigée sans parti pris, le général Goussé et le général Rogot eussent été confrontés et appelés à expliquer leurs dires. Il n'en a rien été. Picquart n'a connu ces contradictions importantes qu'après la clôture de l'instruction, lorsqu'il n'avait plus le droit de parler ni de faire consigner aucune observation. Le capitaine Tavernier n'a pas insisté; il a glissé sur cette question du grattage, qui est une présomption des plus sérieuses en faveur de l'authenticité du petit bleu, car comment admettre qu'un bureau des renseignements on se serait décidé à recourir à aussi coupables manœuvres, si l'on n'avait eu des raisons sérieuses de craindre que la pièce pût être invoquée à bon droit contre Esterhazy?

Un point sur lequel le général Rogot devait être également appelé à s'expliquer, c'est sur la déclaration notoirement fautive qu'il a faite devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation (séance du 24 novembre 1898), en disant à propos de l'apparence frauduleuse du petit bleu, « que les photographies du petit bleu faites à l'époque reproduisent d'ailleurs l'original », ce qui revient à dire que la pièce aurait été falsifiée avant la photographie et que par conséquent il y a toute probabilité pour que le falsificateur soit Picquart.

Ce sont, tout au contraire, les clichés faits par ordre de Picquart au printemps de 1896, qui ont permis de constater que le grattage du petit bleu est postérieur aux photographies; les experts l'ont constaté le 31 octobre 1898 et le général Rogot, mêlé si intimement à tous les détails de cette affaire, ne pouvait pas l'ignorer le 24 novembre. Mais même si l'on n'avait pas connu le résultat officiel de l'expertise, il n'avait pas le droit de dire que la photographie reproduisait bien l'original, lorsqu'un examen personnel un peu attentif lui permettait de constater le contraire.

En somme, il semble qu'au bureau des renseignements on se soit trouvé fort embarrassé du petit bleu qui, s'il était authentique, établissait d'une manière

Pièce annexe n° 1

OBSERVATIONS

SUR LA DÉPOSITION DU GÉNÉRAL ROGET DEVANT M. LE CAPITAINE RAPPORTEUR TAVERNIER

Note préliminaire

Le général Rogot a déposé devant M. Tavernier les 2, 4 et 7 novembre 1898. Sa première déposition seule a le caractère d'un témoignage normal. Il y fait connaître comment il a découvert le griffage qui a été opéré sur le *petit bleu*, et il fait à ce sujet une révélation des plus intéressantes : c'est que, dès la découverte de cette fraude, en mai 1898, il en a informé le général Gonse.

« Je rendis compte au général Gonse, le jour même ou le lendemain, de mes constatations ; mais il ne fut donné à ce moment aucune suite à ma communication, ni tenu aucun compte des convictions que je lui exprimais. »

Il importe de constater que le général Gonse n'a jamais parlé de ce griffage dans aucune de ses dépositions, et qu'il s'est tu notamment, à ce sujet, dans sa note du 16 septembre 1898, adressée au ministre de la guerre, au sujet des manœuvres dont Picquart se serait rendu coupable.

Les deux autres dépositions du général Rogot ont plutôt le caractère d'un réquisitoire contre Picquart. Le général n'y signale aucun fait nouveau, mais il commente à sa manière les témoignages et les déclarations déjà connus et il en tire cette conclusion que Picquart a voulu substituer au *petit bleu* original une photographie de cette pièce. Cette intention, prêtée à Picquart, est d'ailleurs en contradiction formelle avec ce que celui-ci a fait en réalité.

Avec arriver à étayer sa thèse, le général Rogot use très librement des témoignages et déclarations déjà connus. Ses dépositions seront examinées ci-après, point par point. Le texte littéral figure dans la colonne de gauche, et les observations dans la colonne de droite.

Il n'a pas paru nécessaire d'examiner le préambule de la déposition du 4 novembre, qui n'a pas d'intérêt. Cette déposition n'est citée qu'à partir du moment où elle entre dans le vif de la question.

DÉPOSITION ROGET

4 novembre 1898

La première fois que j'ai eu l'occasion d'examiner le *petit bleu* à loisir, j'ai constaté que l'écriture n'en est pas naturelle ; c'est une écriture déguisée, qui rend ce document suspect de prime abord.

Non seulement cette écriture ne ressemble pas à celle de l'agent étranger auquel on a voulu l'attribuer.

Mais elle ne ressemble à aucune autre écriture existant au service des renseignements et provenant de la même source. J'ai compulsé moi-même un nombre considérable de pièces : toutes sont d'écritures naturelles, connues par la plupart.

Ces pièces, au nombre de plus de 4,500, embrassent une période de huit ou neuf ans : elles comprennent toutes sortes de documents : des mémoires, des brouillons, des rapports, des lettres de toute nature, et de correspondants divers.

Quand dans une collection telle on trouve un jour, sans l'avoir jamais vu avant, sans l'avoir jamais revue depuis, une écriture contrefaite quand toutes les autres sont naturelles, il y a déjà une présomption grave que la pièce ne vient pas de la source indiquée.

Il existe, il est vrai, dans cette collection, une autre pièce signée C. qui m'est suspecte comme le *petit bleu* ; elle n'est, pas plus que cette dernière, de l'écriture de l'agent étranger dont il s'agit.

Cet agent ne signe pas d'une initiale ; il signe ou son nom tout entier ou des noms de convention.

En conséquence, cette seconde pièce signée C. ne me paraît confirmer en rien l'authenticité du *petit bleu*.

Le *petit bleu* a en outre des apparences de document frauduleux. Le nom d'Esterhazy, écrit sur l'adresse, n'est pas du même genre d'écriture que les autres mots de l'adresse et du corps de la carte-télégramme ; de plus, les caractères sont empâtés et baveux ; le chiffre 7 du n° 27 présente les mêmes caractères.

Enfin, les circonstances dans lesquelles le *petit bleu* est arrivé au ministère sont elles-mêmes suspectes. Je ne veux pas recourir, pour le prouver, au témoignage d'Henry, suspect lui-même, bien que dans l'espèce il soit évidemment sincère par sa conspécution même et par les circonstances qui l'accompagnent. Je ne m'en servirai pas néanmoins et je me contente d'affirmer pour le moment :

1° Que le *petit bleu* révèle par son écriture même qu'il ne vient pas de la source indiquée ;

2° Que c'est un document d'apparence frauduleuse.

Je vais exposer maintenant les manœuvres frauduleuses auxquelles s'est livré M. Picquart, non pas, comme on l'a cru et dit jusqu'à présent, pour donner de l'authenticité à une pièce qui n'en avait pas, mais pour supprimer purement et simplement l'original et y substituer une photographie.

Ainsi, après un an d'efforts, les allégations accumulées par Lauth, Gribelin, etc., n'ont pu servir à faire vivre la thèse en vertu de laquelle Picquart aurait voulu donner de l'authenticité au *petit bleu* par des moyens frauduleux. Le général Rogot invente une thèse nouvelle. Picquart a voulu faire disparaître le *petit bleu* et y substituer une photographie. En quoi cette photographie aurait-elle présenté plus de garantie que le *petit bleu* ? Comment Picquart aurait-il expliqué de quelle manière elle avait été faite ? Comment se serait-il assuré la discrétion de ses collaborateurs, devenus ses complices ? Comment se fait-il que Picquart, ayant eu des intentions si machiavéliques, n'ait jamais passé à leur exécution, et qu'il ait, au contraire, agi d'une façon tout différente ? Le général Rogot n'en dit rien, et, en effet, il n'y a rien à dire. C'est le propre des hypothèses absurdes d'être rebelles à une rationalisation quelconque. Néanmoins, il sera intéressant de voir ci-après quelles altérations il a fallu faire subir à certains témoignages pour que la thèse du général Rogot pût ne pas paraître d'une invraisemblance trop criante, à première vue, lorsqu'on s'abstient de la discuter.

OBSERVATIONS

— L'écriture du *petit bleu* paraît, en effet, déguisée. Si le *petit bleu* est réellement une pièce de la correspondance échangée entre A... et Esterhazy, il est extrêmement naturel que A... ou celui qui a écrit pour lui, ait déguisé son écriture.

Il faudrait, pour affirmer cela une expertise sérieuse. Les experts commis par M. Tavernier, n'ont eu pour pièce de comparaison qu'un SEUL DOCUMENT, non contemporain du *petit bleu*, arrivé, par-là, par la même voie que le bordereau et daté du 18 octobre 1897, c'est-à-dire d'une époque à laquelle le bureau des renseignements faisait tous ses efforts pour couvrir Esterhazy. Cette pièce de comparaison est donc suspecte au premier chef, et il est bien étonnant que l'on ait justement choisi celle-là alors que l'on en avait beaucoup d'autres à sa disposition.

Ce n'est pas l'avis des experts, qui ont trouvé des ressemblances graphiques entre l'écriture du *petit bleu* et celle d'une autre pièce, écrite au crayon noir et signée G. comme le *petit bleu*.

C'est pourtant le cas du bordereau, dont l'écriture, d'après les adversaires de Dreyfus, ne serait pas naturelle. En tout cas, l'écriture du bordereau n'avait jamais figuré avant, n'a jamais été vue après parmi les écritures venant de la source indiquée.

Mais le *petit bleu* n'est pas dans le cas du bordereau : son écriture ressemble, d'après les experts, à celle de la pièce au crayon noir signée C.

On ne pourra être certain que la pièce au crayon noir si-gnée C. n'est pas de l'agent en question que quand on aura fait une expertise sérieuse avec des pièces de comparaison authentiques et en nombre suffisant. Mais, dès à présent, on peut dire que l'écriture de la pièce au crayon noir signée C. n'est pas inconnue ; Lauth dit, en effet, devant le commandant Ravary, en parlant de ce document :

« L'écriture en est certainement, absolument différente (de celle du *petit bleu*) et celui auquel il doit être attribué est absolument une autre personne que celui qui aurait écrit la carte-télégramme d'après le colonel Picquart. » (Déposition du 13 décembre 1897.)

Il y a lieu de remarquer que Lauth est d'un avis contraire à celui des experts, ces derniers trouvant que l'écriture de la pièce au crayon noir, signée C., ressemble à celle du *petit bleu*. Il est étonnant que l'on n'ait jamais demandé à Lauth à qui il attribuait la pièce au crayon signée C.

Il est évident qu'écrit par un de ses informateurs, l'agent étranger n'allait pas signer de son nom tout entier ; de plus, rien ne dit qu'il se servit toujours des mêmes signatures de convention. Celles que l'on connaît au bureau des renseignements sont celles dont il se servait avec des personnes avec lesquelles il correspondait pour des affaires, quelquefois secrètes, mais avec lesquelles il avait le droit de correspondre. On ne connaît pas les pseudonymes qu'il employait pour ses correspondances d'espionnage.

D'après les experts, cette seconde pièce signée C. présente des similitudes graphiques avec le *petit bleu*. Il était donc très intéressant de chercher à savoir de qui cette écriture que Lauth paraît connaître. On ne l'a même pas demandé à Lauth.

L'expertise faite à l'instruction Tavernier a démontré que l'adresse du *petit bleu* était primitivement de la même écriture et de la même encre que le reste de la pièce, mais que des tentatives frauduleuses, consistant en grattages et surcharges, ont été faites pour donner à croire que le mot Esterhazy avait été substitué sur l'adresse à un autre nom.

Il est évident que, pour ceux qui ont essayé cette fraude, le *petit bleu* avait un caractère authentique, et il leur devait paraître bien difficile de nier cette authenticité pour qu'ils aient cru devoir recourir à d'aussi coupables manœuvres.

Elles n'ont pas paru telles en 1896, alors qu'on était encore à une époque assez rapprochée des faits, pour qu'il fût impossible de faire naître les doutes et les équivoques dont on s'est servi depuis pour infirmer l'authenticité du *petit bleu*.

Malgré l'intérêt qu'Henry avait à jeter le discrédit sur le *petit bleu*, il n'a jamais osé affirmer catégoriquement que cette pièce ne fût pas dans le paquet de papiers déchirés qu'il a remis à Picquart. Il a seulement dit qu'il ne l'y avait pas vue. Or, les circonstances dans lesquelles la remise du paquet s'est effectuée sont telles qu'Henry n'avait pas eu le temps de faire un triage préalable.

Ceci reste à prouver.

1° Il est nécessaire, notamment :
1° De faire une expertise sérieuse, avec des pièces de comparaison authentiques, de l'écriture du *petit bleu* en la comparant à celle de l'agent de chez qui il doit provenir ;
2° De s'assurer de qui est l'écriture de la pièce au crayon signée C., écriture que les experts affirment ressembler à celle du *petit bleu*.

L'expertise faite à l'instruction Tavernier montre que cette apparence a été donnée à la pièce après coup. Il serait dans l'intérêt de la vérité de rechercher qui lui a donné cette apparence frauduleuse.

Comment se fait-il qu'il ait chargé cet agent de surveiller Esterhazy à la date du 8 avril et lui ait donné des instructions si détaillées et si précises ?

Voici les faits. Vers la fin de février ou le commencement de mars 1896, on remet à Picquart un fragment de papier venant de la source qu'on sait. Picquart donne ce paquet à Lauth pour qu'il reconstruise les pièces. Bien que Picquart ait, par-là, l'habitude de procéder lui-même dans son bureau à un essai de triage et de reconstitution sommaire des fragments de papiers, il remet le paquet à Lauth sans lui rien dire.

D'après l'enquête Tavernier, il semble que ces papiers aient été remis à Picquart vers l'époque de la mort de Mme Henry, mère, qui eut lieu le 28 mars 1896.

Déposition de Lauth devant le capitaine Tavernier, le 5 novembre 1898 :

« Je n'ai pas de point de repère matériel pour fixer la date à laquelle le lieutenant-colonel Picquart, devenu chef de service en juillet 1895, a ordonné au commandant Henry de modifier la manière de transmettre les fragments en question. Mais, d'après mes souvenirs, cela a dû se passer très rapidement après la prise de possession du service... »

« Les premières fois que le commandant Henry lui a remis les papiers, le colonel Picquart a essayé de les trier et même de reconstituer quelques documents. »

« Au bout de trois ou quatre expériences, peut-être, le colonel Picquart renonça à essayer de reconstituer les documents. »

Ceci se passait donc à une époque voisine de juillet 1895. Le général Rogot n'a pas le droit d'insinuer qu'en mars 1896 Picquart avait l'habitude de trier et de reconstituer les documents et qu'il ne l'a pas fait exceptionnellement pour le paquet contenant le *petit bleu*.

Lauth trouve le *petit bleu*, la reconstitue et, Henry étant absent, l'apporte directement à Picquart en lui disant, avec quelque émotion : « C'est inouï, y en aurait-il encore un ? » C'est-à-dire : y aurait-il un autre traitre ?

Picquart prend le *petit bleu*, l'examine, et sans rien dire ni manifester aucun étonnement, l'enferme dans son tiroir. Singulière attitude de la part du chef du service des renseignements, en présence d'une pièce qui devait faire croire à des relations louches entre un officier français et un agent de l'étranger.

Que devait faire en ce moment M. Picquart, s'il avait été sincère et animé d'intentions honnêtes ? Monter chez son chef, le général Gonse, et lui dire : « Voilà ce qu'on vient de trouver : ce commandant Esterhazy est suspect ; il faut ouvrir une enquête sur lui. » Et on l'aurait autorisé à ouvrir une enquête.

Evidemment, si Picquart avait en pour unique souci de dégager sa responsabilité, il aurait agi ainsi. Mais il connaissait le général Gonse, il savait que, dès qu'il lui montrerait cette pièce, elle irait droit au ministre ; que, par conséquent, l'affaire prendrait immédiatement les proportions qu'avait prises l'affaire Dreyfus en 1894, et il avait encore à l'esprit toutes les légèretés commises à cette époque et tout l'affolement dont elle avait été la cause. Or, à l'arrivée du *petit bleu*, il était impossible à Picquart de dire si la pièce était sincère ou fautive, si c'était un piège ou une indication exacte, s'il s'agissait d'un fait banal ou d'une trahison.

Un chef du service des renseignements n'a pas le droit d'interroger ses chefs en leur soumettant immédiatement tout ce qu'il reçoit sans l'avoir contrôlé et étudié. On peut dire qu'une bonne partie des indications venant de ces sources plus ou moins ténéreuses sont fausses ou tout au moins douteuses. En agissant comme semble le préconiser le général Rogot, on arriverait à créer dans les hautes sphères du ministère un état d'énervement et d'affolement permanent. La chose eût été d'autant plus grave à ce moment-là que le général de Boisdeffre allait partir pour le couronnement de l'empereur de Russie et que le général Gonse allait avoir à assumer, outre sa tâche normale, les fonctions échantées de chef d'état-major de l'armée.

Il a écrit au général de Boisdeffre à ce sujet fin juillet, dès qu'il a eu en fin la conviction que le *petit bleu* le mettait sur une piste sérieuse. Il lui a fait connaître qu'il n'en avait encore parlé à personne, pas même au général Gonse, et dans la conversation qu'il a eue à ce sujet avec le général de Boisdeffre, le 5 août, le chef d'état-major n'a pas trouvé mauvais qu'en raison de la gravité de l'affaire, la chose restât dans le moment entre Picquart et lui et qu'il n'en parlât, au moins, qu'au ministre.

Les principales affaires d'espionnage avaient d'ailleurs été traitées jusqu'alors directement entre Picquart et le cabinet du ministre, sans que le général Gonse y fût mêlé. Picquart se bornait à lui rendre compte après coup. (Exemples : affaire Schwartz, affaire Boulou.)

Cette affirmation est absolument gratuite. Picquart a remis au général Gonse le dossier complet. Esterhazy, avec toutes ses pièces intactes. Il ne lui a donc caché ni ses opérations, ni leur date, à partir du jour où il a reçu l'ordre du général de Boisdeffre de prévenir le général Gonse.

A l'enquête Pellieux, Picquart, déjà traité en accusé, et obligé de donner sa parole de ne communiquer avec personne avant d'être déposé, avait prié le général de se reporter à l'enquête faite, en 1896, sur Esterhazy. Le général de Pellieux n'ayant pas acquiescé à cette demande, Picquart a dû se fier à sa mémoire et a indiqué la date de mai comme étant celle qu'il avait dans l'esprit. Cette erreur n'ayant pas été relevée par le général de Pellieux, Picquart l'a naturellement répétée dans ses dépositions suivantes.

Si le général Rogot traite de mensonge une erreur aussi naturelle, à une semblable distance des événements, quelle sera son appréciation au sujet de Lauth qui se trouvait à la source même des renseignements, et qui, dans sa première déposition devant le général de Pellieux, le 28 novembre 1897, estime que le *petit bleu* a dû arriver en novembre 1895 ? Il est juste de dire que Lauth a rectifié son erreur, plus tard, dans une autre déposition.

Le général Rogot fait là une citation tronquée. Si l'on se reporte à la sténographie du procès Zola (I, page 301), on voit que Picquart ne parle de cette surveillance sérieuse, datant de juillet, qu'à propos de la surveillance de la correspondance d'Esterhazy, et cela pour répondre à une allégation absolument inexacte du général de Pellieux, qui disait que la correspondance d'Esterhazy avait été saisie pendant huit mois. Il est parfaitement exact que jusqu'en juillet la surveillance sur Esterhazy s'est bornée à des renseignements recueillis par un seul agent qui avait d'ailleurs un autre service à assurer. Ce n'est qu'en juillet que la surveillance a été complétée. Le dossier en fait foi.

Il est odieux de constater une pareille violence de langage chez un témoin dont presque toutes les allégations peuvent être contestées ou tout au moins discutées.

Il est très probable, d'après les résultats de l'instruction Tavernier, que le *petit bleu* est arrivé vers la fin de mars, à une date rapprochée de la mort de Mme Henry, mère, qui eut lieu le 28 mars.

C'est inexact.

D'abord, étant données les probabilités auxquelles on peut arriver au résultat des instructions Fabre et Tavernier, l'erreur commise dans le rapport du 1er septembre 1896 n'est que d'un mois et non de deux, et on accordera qu'après cinq mois cette erreur peut être commise pour une question qui est si difficile à préciser que, devant le général de Pellieux, Lauth commença par faire une erreur d'environ cinq mois.

Ensuite, quel intérêt Picquart peut-il avoir eu à dire que le *petit bleu* est arrivé en avril plutôt qu'en mars ? Du moment qu'il n'a averti le général Gonse qu'en septembre, qu'il lui a remis toutes les pièces de l'enquête, y compris des rapports de police datés d'avril, avait-il un avantage quelconque à vouloir le tromper de quelques semaines sur la date d'arrivée de ce *petit bleu* ?

Le général Rogot joue sur le mot *soigneusement*, et pousse la chicane à un degré intolérable. Une seule observation permettra de caractériser la situation à l'époque dont parle le général Rogot. Si l'unique agent qui fournissait des renseignements sur Esterhazy, tout en assurant son service normal, avait cessé de s'occuper d'Esterhazy, celui-ci n'aurait plus été surveillé du tout. Quant à qualifier cette surveillance de sérieuse ou pas sérieuse, c'est une affaire d'appréciation. Ce qui est constant, c'est qu'en juillet d'autres mesures de surveillance d'un autre ordre sont venues se joindre à celles existantes, pour les renforcer, et qu'alors la surveillance est devenue « plus sérieuse ».

Les observations ci-dessus répondent également au paragraphe ci-contre.

D'autre part, il reste encore à établir que c'est le 8 avril que l'agent a été chargé de surveiller Esterhazy. Picquart a bien eu une entrevue à cette date avec l'agent en question ; il n'avait souvené à cette époque pour d'autres affaires et il semble bien douteux que l'agent ait mis neuf jours à recueillir les renseignements de sa note du 17 avril. Il est plus probable qu'il se sera mis en campagne vers le 15 avril. Quant aux instructions détaillées et précises données à l'agent, on ne voit pas, ces instructions n'étant pas citées, en quoi on peut en faire un reproche à Picquart.

On peut dire en tout cas qu'un trait caractéristique de ces instructions, c'est qu'elles faisaient complètement à l'écart la question trahison et espionnage. Picquart n'avait pas voulu que l'agent fût exposé à s'embarrasser dans cette voie ; il ne lui avait pas dit un mot de ses soupçons à ce sujet, et l'avait invité simplement à s'occuper de la situation pécuniaire et de la question de moralité.

certaine qu'il existait des relations clandestines entre Esterhazy et A...

Ces relations établies, le procès de 1898 changeait complètement de face, puisque tout le système de défense d'Esterhazy, appuyé par l'état-major, était basé sur l'inexistence de ces relations.

Depuis lors, la question a changé ; Esterhazy lui-même a affirmé, sous la foi du serment, devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation, qu'il avait eu en 1894 et en 1895 des relations avec A... (relations de contre-espionnage et d'amorçage, prétend-il). Rien de plus plausible, par conséquent, qu'au commencement de 1896 il ait cherché à renouer ces relations, et que le *petit bleu* soit une trace de ces tentatives.

Mais avant ces révélations, la question ne se posait pas ainsi ; les défenseurs d'Esterhazy entendaient prouver que celui-ci n'avait jamais eu aucune relation occulte avec A..., et pour le prouver il fallait établir que le *petit bleu* n'était pas authentique.

M. le juge d'instruction Bertulus, dans sa décision du 9 décembre 1898 devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation, raconte qu'il a donné à ce sujet son avis à M. le commandant Ravary au moment du procès Esterhazy et qu'il lui a dit :

Votre dossier a un trou par lequel tout s'effondre. Je veux parler du *petit bleu*. Tant que vous n'aurez pas établi que le *petit bleu* est un faux et ensuite que ce faux est l'œuvre du lieutenant-colonel Picquart, rien ne tient.

Cet avis a bien été celui de l'état-major, si l'on en juge par tout ce qui a été fait à ce sujet ; mais il semble que l'on n'ait pas paru fixé sur les moyens à employer pour parer au danger créé par l'existence du *petit bleu*, et que l'on ait hésité entre deux solutions :

L'une consistant à dire que le *petit bleu* avait été fabriqué de toutes pièces par Picquart ; l'autre consistant à considérer le *petit bleu* comme authentique, mais ayant été adressé à une personne inconnue au nom de laquelle Picquart aurait substitué, après un grattage, le nom d'Esterhazy.

C'est évidemment l'incertitude entre le choix des deux tactiques et sans doute aussi une appréhension bien naturelle qui ont empêché les attaques contre Picquart de se dessiner nettement.

Tant que l'ancien personnel du bureau des renseignements reste en place, sous la direction du général Gonse, il n'y a, au sujet de l'authenticité du *petit bleu*, que des allégations imprécises ; il n'y a, à ce sujet, contre Picquart, que des attaques molles, basées sur des faits à côté.

Ce n'est que quand le *petit bleu* passe en des mains autres que celles qui l'ont certainement altéré que l'accusation devient précise et qu'elle aboutit aux poursuites dirigées contre Picquart, le 20 septembre, poursuites qui, chose étrange, sont basées sur les deux solutions indiquées plus haut, bien qu'elles soient exclues l'une de l'autre.

En effet, dans la note adressée le 14 septembre 1898 par le ministre de la guerre au garde des sceaux et qui a été, en date, l'un des premiers documents du dossier Tavernier, on lit ces mots :

«... Ce document, le *petit bleu*, a toutes les apparences d'un faux ; il est écrit d'une écriture déguisée. »

« L'endroit où est tracé le nom d'Esterhazy est visiblement gratté. »

Le capitaine Tavernier a constaté que l'écriture du *petit bleu* n'était pas celle de Picquart ; que ce n'était pas Picquart non plus qui avait gratté le « *petit bleu* », puisque le mot Esterhazy existait sur cette pièce lorsqu'elle était encore intacte. Le rapport Tavernier n'en conclut pas moins à maintenir contre Picquart l'accusation de faux.

Voici d'ailleurs, en détail, la suite des machinations mises en œuvre pour discréditer le *petit bleu*.

Tant que Picquart est à la tête du service des renseignements, aucun doute n'est élevé au sujet de l'authenticité de cette pièce, ni par ses chefs, ni par ses subordonnés.

La première discordance se manifeste, en termes très indirects, dans la lettre de menaces d'Henry du 31 mai 1897 ; mais Henry se borne à dire, contrairement à la vérité, que Picquart a fait des propositions à deux officiers du service pour affirmer que le *petit bleu* était d'une écriture déterminée, et que la pièce avait été saisie à la poste.

Puis, au moment où M. Schœurer-Kestner s'occupe de réhabiliter Dreyfus, c'est le télégramme Blanche envoyé à Picquart le 10 novembre 1897, et à peu près ainsi conçu : « On a des preuves que le « *bleu* » a été fabriqué par Georges. »

Est-ce de ce moment-là que date la falsification du *petit bleu* ? C'est probable. Toutefois, cette falsification est restée incomplète ; le mot Esterhazy a bien été gratté et rétabli par surcharge, mais le reste de l'adresse n'a pas été touché, et c'est bien par là qu'il pouvait être facile de se rendre compte de la fraude.

Il est vrai qu'avec les habitudes du ministère de la guerre, on l'on paraît n'avoir jamais poussé bien à fond l'examen des documents, cela pouvait suffire. On avait obtenu le 6 novembre 1897 la saisie des correspondances de Picquart d'après la déposition de M. Strong devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation le 2 février 1899. Le faux télégramme Blanche du 10 novembre devait donc être connu dès son expédition, et sa coïncidence avec un grattage même incomplet, suffisait largement pour que cette pièce fût entièrement discréditée aux yeux de l'autorité supérieure.

La machination était simple et bien conçue.

Aussi, à l'enquête du général de Pellieux, celui-ci s'efforça-t-il de déterminer la personnalité de l'auteur du télégramme. Mlle Blanche de Comminges avait été désignée et les investigations se portèrent de ce côté. Mais la difficulté de lui attribuer raisonnablement le télégramme, jointe à ce fait que Picquart, dès la réception du télégramme, l'avait argué de faux et avait envoyé à ce sujet une plainte au ministre, firent que cette question fut abandonnée. Elle ne fut pas reprise, bien que devant le commandant Ravary Henry ait dénoncé formellement Mlle de Comminges comme l'auteur du télégramme Blanche. (Déposition du 10 décembre 1897.)

On se borna à relever l'effacement des déchirures du *petit bleu* sur les photographies, en attribuant à tort à cette opération un caractère frauduleux. On révéla aussi la proposition soi-disant faite à Lauth de déclarer que l'écriture du *petit bleu* était celle d'une personne déterminée ; on oublia à cette occasion que dans sa lettre de menaces du 31 mai 1897 Henry avait affirmé que la proposition en question avait été faite à deux officiers et ce n'est qu'à l'instruction Tavernier que, pour éviter le mauvais effet de cette contradiction, Junck vint essayer de raccorder le tout en affirmant que la proposition avait été faite devant lui, alors qu'aucune de ses dépositions antérieures ni aucune des dépositions de Lauth ne disent rien de semblable.

Enfin Lauth produisit une nouvelle faiblesse, celle d'une proposition qui lui aurait été faite par Picquart au sujet d'un apposition de cachets de la poste sur le *petit bleu*. Mais cette accusation grave, corroborée plus ou moins explicitement par Gribelin, fut d'abord tenue secrète. Le commandant Ravary ne la mentionne pas dans son rapport et, grâce au huis clos prononcé en temps opportun, au Conseil de guerre Esterhazy, Picquart ne l'entendit pas énoncer et ne put s'en défendre.

Tout cela était suffisant pour jeter le discrédit sur le *petit bleu* devant les juges du Conseil de guerre Esterhazy, et ces derniers ne tinrent effectivement aucun compte de la pièce.

Au procès Zola, Lauth ne parut pas se soucier tout d'abord de produire en pleine lumière l'accusation fautive relative aux cachets de la poste, qu'il n'avait eu à émettre jusque-là que dans le secret des instructions et des huis clos de la justice militaire. Aussi sa première déposition n'en porte-t-elle pas trace et il a dû tronquer, pour arriver à ce résultat, les déclarations qu'il avait faites dans les occasions précédentes.

Mais le jour où Picquart vint témoigner, on l'on sut qu'il allait parler et tout dire, on rejeta les derniers scrupules. Il fallait à tout prix détruire à l'avance l'effet du *petit bleu*.

Lauth fut rappelé juste avant la déposition de Picquart. Sur quelle initiative ? Pas sur celle de la défense, certainement. Et, à ce moment, il produisit pour la première fois, en audience publique, l'histoire des cachets de la poste, après que Gribelin eut, de son côté, répété la déclaration qu'il avait faite à ce sujet devant le général de Pellieux, supprimant toutefois prudemment la dernière partie de cette déclaration, qui eût prêté à la discussion et entraîné fatalement la confusion de Gribelin.

La défense n'eut pas de peine à démontrer l'absurdité des propos de Lauth et c'est évidemment pour relever ce témoignage que l'on produisit à l'instruction Fabre et à l'instruction Tavernier un nouveau témoin, le capitaine Junck, qui, sans se préoccuper du manque de concordance de ses nouveaux témoignages avec ses déclarations devant le commandant Ravary, s'appliqua à combler toutes les lacunes que les affirmations de Lauth avaient laissées béantes, et auxquelles celui-ci ne pouvait plus remédier sans revenir sur des témoignages énoncés publiquement. Junck pouvait espérer que ses déclarations devant le commandant Ravary ne seraient pas connues, et en effet il s'en est tenu fallu. Heureusement qu'à l'instruction Tavernier il a été possible de les obtenir, et leur seule comparaison avec les dépositions de Junck aux instructions de Fabre et Tavernier montre combien les dernières ont été faites pour les besoins de la cause. (Voir pièce annexe n° 3.)

Cependant le *petit bleu* avait passé par des mains nouvelles ; le grattage frappa le général Zurlinden comme il avait frappé le général Rogot, et c'est alors que les poursuites contre Picquart furent résolues. Démarche imprudente dont se seraient bien gardés ceux qui connaissent les vrais auteurs du grattage.

Le résultat de l'instruction Tavernier et notamment de l'expertise du *petit bleu* a été donné plus haut ; il n'y a plus à y revenir. Il ne reste plus qu'à conclure.

Conclusion

D'après ce qui précède, on voit sur quelles bases fragiles reposent les accusations portées contre Picquart, et cependant la lumière n'est pas encore complétée.

Si l'instruction Fabre a eu lieu contradictoirement et a permis à la défense de faire valoir ses principaux moyens, il n'en a pas été de même de l'instruction Tavernier. A cette instruction, l'inculpé a eu la parole seulement pour répondre ; il ne lui a pas été permis de demander, et bien des documents utiles ne lui ont été communiqués qu'après la clôture de l'instruction. De plus, au cours de cette instruction, il a eu connaissance, pour la première fois, de faits nouveaux, tels par exemple que les agissements de Guénée, qui lui ont été essentiels de connaître à l'instruction Fabre, afin qu'ils pussent y être discutés et éclaircis.

Il semble donc qu'un supplément d'instruction soit nécessaire et il serait particulièrement intéressant de le faire porter sur les points suivants :

Contre-expertise du *petit bleu* avec des pièces de comparaison en nombre suffisant et provenant en toute certitude de A...

Détermination de la personnalité de l'auteur du brouillon au crayon signé C..., pièce qui, d'après les experts, présente des similitudes graphiques avec le *petit bleu* ;

Confrontation du général Gonse et du général Rogot au sujet de la question du grattage du *petit bleu* ;

Recherche de l'auteur ou des auteurs du grattage ;

Audit supplémentaire de Capiaux ; il serait nécessaire de l'interroger sur les circonstances dans lesquelles Gribelin l'a amené à venir déposer ;

Audit supplémentaire de Guénée, particulièrement au sujet des circonstances dans lesquelles il a été amené à faire ses rapports du 30 octobre et du 21 novembre 1896 ;

Et il ne pouvait pas tenir ces renseignements du commandant Curé, qu'il n'a vu qu'à la fin d'avril.

La vérité est que le *petit bleu* est arrivé fin février ou commencement de mars ;

Que la surveillance d'Esterhazy a commencé vers le mois d'avril ;

Que M. Picquart a altéré la vérité dans son rapport au général Goussier et qu'il l'a altérée également, au moins à quatre reprises différentes, comme témoin devant la justice.

Pourquoi ? lui demandera-t-on encore. N'est-ce pas que ce document, le *petit bleu*, est tellement suspect qu'il n'ose même pas en parler à ses chefs, si loyaux et si confiants qu'ils le connaissent ?

Il a d'ailleurs une autre raison pour ne pas en parler : c'est qu'il a l'intention à ce moment-là de ne jamais produire l'original.

Je reviens pour le démontrer à l'exposé des faits. Après avoir conservé le *petit bleu* pendant quelques jours, Picquart le donne à Lauth pour le photographier ;

Il lui recommande de faire disparaître les traces de déchirures.

Il a donné de cette précaution devant la Cour d'assises des raisons enfantines et purement spéculatives.

La première, la moins importante, a-t-il dit, est qu'une photographie est plus visible que les traces de déchirures n'y apparaissent pas ; c'est en effet bien peu important, car je puis lui citer cette photographie qu'il connaît bien, celle de la pièce de : « Ce canaille de D... », qui est parfaitement lisible, bien que les traces de déchirures y soient très apparentes.

S'il avait agi d'ailleurs dans le but d'être utile, quel besoin y avait-il d'obtenir le fini de travail qu'il exigeait et auquel on n'a jamais pu atteindre, quelques essais qu'on ait faits ?

La seconde raison est absolument spécieuse. Il expliquait, dit-il, des indications, des renseignements, des rapports faits à son sujet avaient à aller au cabinet du chef et du sous-chef d'état-major, au cabinet du ministre, peut-être même au conseil des ministres ou au garde des sceaux. Un fac-similé du *petit bleu* avait à accompagner forcément un rapport de ce genre.

Et quelles indiscrétions avait-il à craindre ? Ces sortes de pièces ne sortent jamais du service des renseignements et il n'avait à montrer le *petit bleu* qu'à son chef, le général Goussier.

Est-ce que c'était au général Goussier qu'il avait à cacher la source d'où venait ce *petit bleu* ?

Il cite, il est vrai, comme exemple le bordereau de 1894, mais ce qu'il ne dit pas, c'est que ce bordereau devait nécessairement être photographié, parce que, pour trouver le comble, il fallait identifier l'écriture du bordereau avec celle d'un officier de l'état-major de l'armée.

Et qu'il était indispensable, à cet effet, de remettre des photographies du bordereau au chef des bureaux de cet état-major ; mais ici il n'y avait rien de semblable.

Et il suffisait purement et simplement de montrer l'original au général Goussier.

Et de laisser, par conséquent, cet original aller ensuite au cabinet du ministre et ailleurs, sans en garder aucune trace. Le colonel Sandherr, quand il est agi de la pièce « Ce canaille de D... », n'a pas voulu s'en débarrasser sans l'avoir fait photographier. Mais, comme on était pris au dépourvu, cette photographie a dû être faite rapidement et dans de mauvaises conditions. En prenant ses précautions à l'avance en ce qui concerne le *petit bleu*, Picquart n'a fait qu'obéir aux principes de la prévoyance la plus élémentaire.

Les raisons données par Picquart au procès Zola sont simples, naturelles et cadrent avec ce qu'il a fait réellement. Les raisons qu'il imagine le général Rogét, en se basant sur les témoignages de Lauth et de Junck, qui ne concordent pas entre eux et qui ont varié d'ailleurs d'une enquête à l'autre, sont compliquées, ne répondent à rien de réalisable et sont d'ailleurs en contradiction absolue avec ce que Picquart a fait en réalité.

Il est vraiment étonnant que si Picquart nourrissait des desseins coupables, il ait précisément confié ce travail à deux officiers, à deux témoins qui seraient entendus à la moindre enquête, alors qu'il eût été si facile de continuer les errements de son prédécesseur et de s'adresser à un photographe civil, qu'on n'eût certainement jamais songé à interroger lors d'un procès et qui n'eût peut-être pas été possible de retrouver.

Picquart, étant décidé à faire dorénavant exécuter toutes les photographies de documents secrets par des officiers, avait ordonné de compléter peu à peu le cabinet photographique de la S. S. A l'occasion de la photographie du *petit bleu*, Lauth lui a demandé expressément l'achat de ce pupitre et Picquart a autorisé l'employé de cet accessoire qui devait évidemment servir, non pour cette seule occasion, mais encore pour l'avenir. Il faut avoir vraiment l'esprit bien prévenu pour trouver matière à critique dans un fait aussi simple.

Ce qui est pour un photographe de profession une opération des plus simples présentait quelques difficultés à des officiers encore peu exercés. Ce n'est pas une raison pour grossir une enquête sur l'incident.

Les dépositions de Lauth et de Junck ne concordent pas au sujet de ces propos que Picquart ne formellement, mais le général Rogét se charge ici de les faire concorder, ce qui jette un jour singulier sur sa déposition.

En réalité, le premier membre de phrase : « C'est que je leur ait dit, etc... » n'est rapporté que par Junck seul, dans ses dépositions du 16 juillet (Fabre) et 11 octobre (Tavernier).

Malgré tous leurs efforts, Lauth et Junck ne parvinrent pas à satisfaire Picquart.

Et comme ils lui demandent un jour pourquoi il tient tant à faire disparaître les traces de déchirures, Picquart leur fait cette réponse significative : « C'est que je leur ai dit la-haut que je ne recevais plus de pa-

La date exacte à laquelle Picquart a vu Curé n'a pu être établie. Curé croit bien (ce sont ses expressions) que c'est fin avril. Picquart est persuadé que c'est plus tôt ; en tout cas, la phrase du général est énigmatique. Le mot *renseignements* paraît s'appliquer aux instructions qu'avait données Picquart à son agent, instructions qui auraient été basées sur des renseignements déjà possédés par Picquart.

Si Picquart a eu des renseignements et en a fait part à l'agent (ce qui paraît douteux, car il n'avait pas à donner de renseignements à l'agent, mais à en recevoir de lui), ce ne peuvent être que des renseignements venus de Curé ; il n'en avait pas d'autres à cette époque. En tout cas, il eût été nécessaire de préciser et de dire quels étaient ces renseignements.

Cela n'est aucunement établi. Il est, au contraire, beaucoup plus probable qu'il est arrivé plus tard, peut-être vers l'époque de la mort de Mme Henry mère, qui eut lieu le 28 mars.

Ceci est parfaitement exact et Picquart a remis très consciencieusement au général Goussier les rapports de police relatifs à cette époque.

Puisque le général Rogét n'admet pas qu'on puisse se tromper sur une question de date, il conviendra qu'il est moins permis encore de se tromper sur une question de fait. On est donc autorisé, en se servant de son langage, à traiter d'altérations de la vérité toutes les inexactitudes dont fourmille sa déposition devant M. Tavernier, et il est d'autant moins excusable qu'il a tous les documents à sa disposition.

Il est absolument impossible de suivre le général Rogét dans son raisonnement. Ainsi, Picquart aurait dit inexactement, au procès Esterhazy et au procès Zola, en 1898, que le *petit bleu* était arrivé en mai 1896, et cela pour ne pas parler de cette pièce à ses chefs, à qui il l'a d'ailleurs montrée en réalité en 1896 ? Il faut avouer que cette argumentation sort des habitudes.

Ceci est la nouvelle thèse dont le général Rogét est l'inventeur. Pour le soutenir, on dit qu'il n'a pas cherché à donner l'apparence de vraisemblance, on a produit en octobre 1898, un an après l'ouverture des premières enquêtes, un témoignage nouveau : celui du capitaine Junck qui, pour la première fois, alors qu'il a déjà déposé dans d'autres termes devant le commandant Ravary et M. Fabre, vient dire que Picquart avait l'intention de ne pas montrer le *petit bleu* à ses juges dans le cas d'un procès, mais seulement le photographier.

Il convient de dire que le capitaine Junck, avant de produire cette nouvelle allégation qui sera discutée plus loin, avait été attaché au cabinet de M. Cavaignac, sous les ordres directs du général Rogét.

Le colonel Picquart a gardé les pièces peut-être quinze à vingt jours avant de me les donner à photographier. (Déposition de Lauth à la Cour d'assises, procès Zola, t. I, p. 341.)

A d'autres endroits, Lauth indique, il est vrai, un temps moins considérable.

Cet ordre a été donné seulement après les premiers essais de photographie. (Déposition de Lauth, procès Zola, t. I, page 338.)

Le *petit bleu* était déchiré en un très grand nombre de fragments, une trentaine environ. Des traces de déchirures aussi multiples brouillaient complètement la photographie.

La pièce « Ce canaille de D... », qui est d'ailleurs très mal photographiée et beaucoup moins claire que ne le dit le général Rogét, est divisée en beaucoup moins de fragments et les fragments sont beaucoup plus grands que ceux du *petit bleu*.

La deuxième raison donnée par Picquart explique pourquoi le travail devait avoir du fini. Si les essais ont été laborieux, ce n'est pas que la tâche fût difficile, c'est que Lauth et Junck sont des photographes peu expérimentés. Si Picquart eût nourri de mauvais desseins, il n'eût eu qu'à imiter son prédécesseur, qui faisait faire des photographies par un civil.

Il n'a jamais caché cette source au général Goussier, quand il lui a parlé du *petit bleu*.

Il convient d'ouvrir ici une parenthèse et de faire remarquer que cette dernière phrase en dit long sur l'idée préconçue qui a présidé aux recherches faites au sujet de l'auteur du bordereau.

Le général Rogét, sans s'en douter, probablement, fourmille des arguments à Picquart ; effectivement, la pièce originale ne devait pas, autant que possible, sortir du bureau des renseignements. Mais, si l'affaire prenait des proportions sérieuses, les rapports faits à son sujet avaient à aller au cabinet du chef et du sous-chef d'état-major, au cabinet du ministre, peut-être même au conseil des ministres ou au garde des sceaux. Un fac-similé du *petit bleu* avait à accompagner forcément un rapport de ce genre.

Et de laisser, par conséquent, cet original aller ensuite au cabinet du ministre et ailleurs, sans en garder aucune trace. Le colonel Sandherr, quand il est agi de la pièce « Ce canaille de D... », n'a pas voulu s'en débarrasser sans l'avoir fait photographier. Mais, comme on était pris au dépourvu, cette photographie a dû être faite rapidement et dans de mauvaises conditions. En prenant ses précautions à l'avance en ce qui concerne le *petit bleu*, Picquart n'a fait qu'obéir aux principes de la prévoyance la plus élémentaire.

Les raisons données par Picquart au procès Zola sont simples, naturelles et cadrent avec ce qu'il a fait réellement. Les raisons qu'il imagine le général Rogét, en se basant sur les témoignages de Lauth et de Junck, qui ne concordent pas entre eux et qui ont varié d'ailleurs d'une enquête à l'autre, sont compliquées, ne répondent à rien de réalisable et sont d'ailleurs en contradiction absolue avec ce que Picquart a fait en réalité.

Il est vraiment étonnant que si Picquart nourrissait des desseins coupables, il ait précisément confié ce travail à deux officiers, à deux témoins qui seraient entendus à la moindre enquête, alors qu'il eût été si facile de continuer les errements de son prédécesseur et de s'adresser à un photographe civil, qu'on n'eût certainement jamais songé à interroger lors d'un procès et qui n'eût peut-être pas été possible de retrouver.

Picquart, étant décidé à faire dorénavant exécuter toutes les photographies de documents secrets par des officiers, avait ordonné de compléter peu à peu le cabinet photographique de la S. S. A l'occasion de la photographie du *petit bleu*, Lauth lui a demandé expressément l'achat de ce pupitre et Picquart a autorisé l'employé de cet accessoire qui devait évidemment servir, non pour cette seule occasion, mais encore pour l'avenir. Il faut avoir vraiment l'esprit bien prévenu pour trouver matière à critique dans un fait aussi simple.

Ce qui est pour un photographe de profession une opération des plus simples présentait quelques difficultés à des officiers encore peu exercés. Ce n'est pas une raison pour grossir une enquête sur l'incident.

Les dépositions de Lauth et de Junck ne concordent pas au sujet de ces propos que Picquart ne formellement, mais le général Rogét se charge ici de les faire concorder, ce qui jette un jour singulier sur sa déposition.

En réalité, le premier membre de phrase : « C'est que je leur ait dit, etc... » n'est rapporté que par Junck seul, dans ses dépositions du 16 juillet (Fabre) et 11 octobre (Tavernier).

piers par cette voie et que je veux leur faire croire que j'ai intercepté le *petit bleu* à la poste.

Il a dit, en effet, au général Goussier qu'il ne recevait plus de papiers de la source qu'on sait et d'où est censé venir le *petit bleu*, et il lui a donné pour raison que c'est une source de renseignements trop dangereuse à exploiter et qu'il a rompu avec l'agent qui les apportait.

Autant d'affirmations, autant de mensonges ; il n'a pas rompu avec l'agent et les papiers arrivent comme précédemment.

Pourquoi ces mensonges ? Il veut rester maître des renseignements qui arrivent et qui pourraient gêner ses machinations, car il y a tout un plan que personne ne soupçonne à ce moment-là, qui est d'innocenter Dreyfus et de lui substituer un autre traître. C'est pour le même objet qu'il a changé les usages établis au bureau sous son prédécesseur. Henry, qui recevait les papiers, était chargé d'en faire aussi le triage ; il conservait ceux qui étaient écrits en langue française, et remettait directement à Lauth ceux qui étaient écrits en langue étrangère. On ne présentait les documents au chef de service qu'une fois reconstitués. Picquart veut qu'on lui remette directement les fragments de papiers, tout au moins ceux destinés à Lauth. Il s'est ainsi réservé la possibilité de faire disparaître des papiers et d'en introduire.

Les accusations du général Rogét sont odieuses et, de plus, elles ne supportent pas un instant la discussion : 1° Picquart, en arrivant au bureau, a trouvé abusif que, dans un service comprenant trois ou quatre officiers seulement, il y eût une hiérarchie spéciale comme celle qui subordonnait Lauth à Henry pour le service des papiers, ce qui était d'autant plus absurde qu'Henry ne connaissait aucune langue étrangère ;

2° Si Picquart avait voulu rester maître des papiers, il se serait abouché directement avec l'agent. Tel que le service était organisé, Henry, qui conservait quelquefois les papiers du soir au lendemain matin à dix ou onze heures, y jetait le plus souvent un coup d'œil en les rapportant chez lui ; il les traitait même quelquefois complètement et s'il ne l'a pas fait pour les cornets contenant le *petit bleu*, c'est qu'à ce moment où il en avait pris livraison il est parti brusquement pour une absence de quelque durée.

On peut objecter à cela qu'Henry ne connaissait pas les langues étrangères et qu'ainsi Picquart était toujours maître des papiers qui n'étaient pas écrits en français. Mais, précisément, en 1896, Picquart, pénétré des inconvénients qui résultaient de ce qu'un seul officier fût chargé de prendre livraison des papiers, a chargé Lauth de seconder Henry dans cette tâche et Lauth fixe au mois de mai ou de juin 1896 l'époque à laquelle il fut mis en rapport avec l'agent. Déposition devant le rapporteur Tavernier, du 3 octobre 1898. Donc Lauth avait, lui aussi, des papiers directement de l'agent au moins une fois sur deux et ce qui était écrit en langue étrangère ne pouvait lui échapper.

Enfin, pendant les absences de Picquart, tout était à la merci de Lauth et d'Henry, et ces absences ont été fréquentes en juin et juillet 1896 (deuil de famille, permission, voyage d'état-major).

On voit donc qu'il, comme toujours, on accuse Picquart des intentions les plus coupables, et que s'il avait voulu les réaliser, il lui eût été impossible de le faire, par suite des dispositions mêmes qu'il avait prises.

Il y a lieu d'ajouter que, si Picquart avait réellement annoncé à ses chefs qu'il ne recevait plus de papiers de la source habituelle, il se serait exposé à un démenti inévitable pendant ces absences de juin et de juillet 1896, puisque, pendant ces absences, c'était Henry qui, comme chef de service, voyait journellement le général Goussier, lequel ne pouvait manquer de lui parler de cette question.

La deuxième source était tout à fait insignifiante ; elle ne donnait que rarement, et arrivait par des moyens tout différents de ceux par lesquels arrivaient les documents de la source principale. Le général Rogét base son affirmation sur des détails rapportés par Junck dans sa déposition du 10 novembre 1898 devant le rapporteur Tavernier et dont quelques-uns sont d'une inexactitude flagrante.

Les allégations ci-contre sont suffisamment mises à néant par les explications données plus haut, pour qu'il soit utile d'y revenir.

Il est malheureux pour le général Rogét que Picquart ait dit à ses supérieurs, de l'aveu même de ceux-ci, que le *petit bleu* venait de la même source que le bordereau.

Après avoir déclaré que Picquart avait fait remarquer à Lauth qu'il serait la pour témoigner en justice sur l'origine du télégramme (*petit bleu*), Junck ajoute : « Le commandant Lauth avait fait remarquer au colonel Picquart que cette photographie n'avait pu être prise que par un officier ou de sanction qu'autant qu'elle porterait un timbre de la poste. » Et c'est tout !

Ainsi en 1897, alors que les souvenirs de Junck étaient certainement plus frais qu'à l'heure actuelle, alors que cet officier n'avait pas encore passé sous les ordres du général Rogét, au cabinet Cavaignac, c'est Lauth qui, d'après lui, aurait parlé du timbre de la poste.

Mais voici autre chose. Le commandant Ravary demandait à Junck s'il n'avait pas entendu dire que Picquart a prié Gribelin de faire apposer un cachet de la poste sur le *petit bleu*, et Junck répond : « Je sais que le colonel Picquart a fait cette demande à Gribelin, mais je ne la lui ai pas entendue faire directement. »

Ainsi, en 1897, devant le commandant Ravary, Junck ne dit pas un mot de propositions qu'il aurait entendu personnellement faire par Picquart au sujet de l'apposition de cachets de la poste sur le *petit bleu*.

Il ne le dit d'ailleurs pas davantage dans sa déposition du 16 juillet 1898 devant M. Fabre. Ce n'est que le 11 octobre 1898 qu'il se ravise et qu'il cherche à détruire l'effet de ses premiers témoignages en corroborant d'une manière bien invraisemblable et tardive les dires de Lauth.

Picquart, à toujours déclaré qu'il n'avait gardé aucun souvenir de ce propos. C'est Gribelin qui dit qu'il s'agissait d'une lettre. Il est fort possible que Picquart se soit étonné du propos de Lauth, affirmant qu'il faudrait que la photographie retouchée du *petit bleu* portât un timbre de la poste et que, sous cette impression, il ait demandé à Gribelin si, du temps du colonel Sandherr, on avait l'habitude de se servir de semblables opérations. Ceci n'est qu'une hypothèse, mais elle est bien vraisemblable.

La version de Gribelin n'étant pas admissible au général Rogét, celui-ci en conclut immédiatement à un manque de précision dans les souvenirs de Gribelin.

Ceci est peut-être exact, et il est probable que c'est Henry qui poussait à la route dans les conciliabules qu'il avait journellement avec Lauth, Gribelin et Junck au sujet du *petit bleu*, qui le gênait fort à cause d'Esterhazy.

Gribelin a déclaré, en effet, ce jour-là, devant M. le rapporteur Tavernier, à la date du 11 novembre 1898 : « La conversation (entre Henry, Lauth, Junck et Gribelin) roulait sur l'enquête Esterhazy, et à un moment donné le colonel Henry dit à peu près ceci : « Son *petit bleu* n'a pas de valeur, il n'a pas été envoyé, il n'a pas le cachet de la poste... »

Je ne sais si Gribelin est en mesure de préciser ses souvenirs à ce sujet.

Ce dont je suis sûr, c'est qu'il s'agissait couramment, au bureau, de l'apposition du cachet de la poste sur le *petit bleu*.

nier) 1898, après qu'il avait été attaché au cabinet de M. Cavaignac sous les ordres du général Rogét, Lauth n'en parle pas, à aucun moment, bien que le propos soit censé avoir été tenu en sa présence. Devant Ravary (16 décembre 1897), Junck est également muet sur ce point et il est évident qu'il s'en souvient seulement six à sept mois plus tard.

Le deuxième membre de phrase : « Je veux leur faire croire que j'ai intercepté le *petit bleu* à la poste » est rapporté par Lauth dans toutes ses dépositions et par Junck dans ses dépositions des 16 juillet et 11 octobre 1898. Le 16 décembre 1897, devant le commandant Ravary, Junck s'était borné à dire : « D'après moi, le colonel Picquart avait l'intention de faire croire qu'il avait intercepté ce télégramme. »

Tout ceci est complètement faux. Si Picquart avait tenu ces propos, comment s'en serait-il tiré quand il a montré le *petit bleu* au général Goussier, quand il lui a montré les pièces importantes venues par cette voie au moment des grandes manœuvres et de l'arrivée de l'empereur de Russie, à l'automne de 1896 ?

Ce qui est vrai, c'est que Picquart ne montrait jamais au général Goussier que les pièces pouvant intéresser le service ; et comme les cornets ne contenaient souvent que des pièces relatives à des faits de vie privée, il est resté parfois quelque temps sans rien avoir à soumettre à ses chefs.

De plus, au printemps de 1896, on soupçonna des indiscrétions dans le milieu d'où provenaient les cornets. L'agent, impressionné, en parla au colonel Henry et s'exprima dans des termes très vifs au sujet des dangers auxquels il s'exposait. Ce sont probablement ces propos rapportés par Picquart au général Goussier, au bout de près de trois ans, ont été dénaturés et ont donné lieu aux allégations ci-contre qui sont complètement inexactes.

D'ailleurs, si on avait eu à reprocher à Picquart un pareil mensonge, on n'eût pas manqué d'en faire un grief contre lui au conseil d'enquête du 1er février 1898 ; on en aurait au moins trouvé trace dans ses notes, et il n'en est rien !

Le général Rogét oublie vraiment qu'un témoin ne doit dire que ce qu'il sait et citer ses sources quand il ne parle que par ouï-dire. Il est parfaitement vrai, d'ailleurs, que si l'agent a travaillé sans enthousiasme vers le milieu de 1896, pour les raisons indiquées plus haut, il n'a pas cessé néanmoins de servir.

Les accusations du général Rogét sont odieuses et, de plus, elles ne supportent pas un instant la discussion : 1° Picquart, en arrivant au bureau, a trouvé abusif que, dans un service comprenant trois ou quatre officiers seulement, il y eût une hiérarchie spéciale comme celle qui subordonnait Lauth à Henry pour le service des papiers, ce qui était d'autant plus absurde qu'Henry ne connaissait aucune langue étrangère ;

2° Si Picquart avait voulu rester maître des papiers, il se serait abouché directement avec l'agent. Tel que le service était organisé, Henry, qui conservait quelquefois les papiers du soir au lendemain matin à dix ou onze heures, y jetait le plus souvent un coup d'œil en les rapportant chez lui ; il les traitait même quelquefois complètement et s'il ne l'a pas fait pour les cornets contenant le *petit bleu*, c'est qu'à ce moment où il en avait pris livraison il est parti brusquement pour une absence de quelque durée.

On peut objecter à cela qu'Henry ne connaissait pas les langues étrangères et qu'ainsi Picquart était toujours maître des papiers qui n'étaient pas écrits en français. Mais, précisément, en 1896, Picquart, pénétré des inconvénients qui résultaient de ce qu'un seul officier fût chargé de prendre livraison des papiers, a chargé Lauth de seconder Henry dans cette tâche et Lauth fixe au mois de mai ou de juin 1896 l'époque à laquelle il fut mis en rapport avec l'agent. Déposition devant le rapporteur Tavernier, du 3 octobre 1898. Donc Lauth avait, lui aussi, des papiers directement de l'agent au moins une fois sur deux et ce qui était écrit en langue étrangère ne pouvait lui échapper.

Enfin, pendant les absences de Picquart, tout était à la merci de Lauth et d'Henry, et ces absences ont été fréquentes en juin et juillet 1896 (deuil de famille, permission, voyage d'état-major).

On voit donc qu'il, comme toujours, on accuse Picquart des intentions les plus coupables, et que s'il avait voulu les réaliser, il lui eût été impossible de le faire, par suite des dispositions mêmes qu'il avait prises.

Il y a lieu d'ajouter que, si Picquart avait réellement annoncé à ses chefs qu'il ne recevait plus de papiers de la source habituelle, il se serait exposé à un démenti inévitable pendant ces absences de juin et de juillet 1896, puisque, pendant ces absences, c'était Henry qui, comme chef de service, voyait journellement le général Goussier, lequel ne pouvait manquer de lui parler de cette question.

La deuxième source était tout à fait insignifiante ; elle ne donnait que rarement, et arrivait par des moyens tout différents de ceux par lesquels arrivaient les documents de la source principale. Le général Rogét base son affirmation sur des détails rapportés par Junck dans sa déposition du 10 novembre 1898 devant le rapporteur Tavernier et dont quelques-uns sont d'une inexactitude flagrante.

Les allégations ci-contre sont suffisamment mises à néant par les explications données plus haut, pour qu'il soit utile d'y revenir.

Il est malheureux pour le général Rogét que Picquart ait dit à ses supérieurs, de l'aveu même de ceux-ci, que le *petit bleu* venait de la même source que le bordereau.

Après avoir déclaré que Picquart avait fait remarquer à Lauth qu'il serait la pour témoigner en justice sur l'origine du télégramme (*petit bleu*), Junck ajoute : « Le commandant Lauth avait fait remarquer au colonel Picquart que cette photographie n'avait pu être prise que par un officier ou de sanction qu'autant qu'elle porterait un timbre de la poste. » Et c'est tout !

Ainsi en 1897, alors que les souvenirs de Junck étaient certainement plus frais qu'à l'heure actuelle, alors que cet officier n'avait pas encore passé sous les ordres du général Rogét, au cabinet Cavaignac, c'est Lauth qui, d'après lui, aurait parlé du timbre de la poste.

Mais voici autre chose. Le commandant Ravary demandait à Junck s'il n'avait pas entendu dire que Picquart a prié Gribelin de faire apposer un cachet de la poste sur le *petit bleu*, et Junck répond : « Je sais que le colonel Picquart a fait cette demande à Gribelin, mais je ne la lui ai pas entendue faire directement. »

Ainsi, en 1897, devant le commandant Ravary, Junck ne dit pas un mot de propositions qu'il aurait entendu personnellement faire par Picquart au sujet de l'apposition de cachets de la poste sur le *petit bleu*.

Il ne le dit d'ailleurs pas davantage dans sa déposition du 16 juillet 1898 devant M. Fabre. Ce n'est que le 11 octobre 1898 qu'il se ravise et qu'il cherche à détruire l'effet de ses premiers témoignages en corroborant d'une manière bien invraisemblable et tardive les dires de Lauth.

Picquart, à toujours déclaré qu'il n'avait gardé aucun souvenir de ce propos. C'est Gribelin qui dit qu'il s'agissait d'une lettre. Il est fort possible que Picquart se soit étonné du propos de Lauth, affirmant qu'il faudrait que la photographie retouchée du *petit bleu* portât un timbre de la poste et que, sous cette impression, il ait demandé à Gribelin si, du temps du colonel Sandherr, on avait l'habitude de se servir de semblables opérations. Ceci n'est qu'une hypothèse, mais elle est bien vraisemblable.

La version de Gribelin n'étant pas admissible au général Rogét, celui-ci en conclut immédiatement à un manque de précision dans les souvenirs de Gribelin.

Ceci est peut-être exact, et il est probable que c'est Henry qui poussait à la route dans les conciliabules qu'il avait journellement avec Lauth, Gribelin et Junck au sujet du *petit bleu*, qui le gênait fort à cause d'Esterhazy.

Gribelin a déclaré, en effet, ce jour-là, devant M. le rapporteur Tavernier, à la date du 11 novembre 1898 : « La conversation (entre Henry, Lauth, Junck et Gribelin) roulait sur l'enquête Esterhazy, et à un moment donné le colonel Henry dit à peu près ceci : « Son *petit bleu* n'a pas de valeur, il n'a pas été envoyé, il n'a pas le cachet de la poste... »

Je ne sais si Gribelin est en mesure de préciser ses souvenirs à ce sujet.

Ce dont je suis sûr, c'est qu'il s'agissait couramment, au bureau, de l'apposition du cachet de la poste sur le *petit bleu*.

Et qu'un jour où Junck et Gribelin en parlaient ensemble, Junck fit cette réflexion à Gribelin :

« Si encore il voulait faire apposer le cachet sur une carte-télégramme n'ayant pas servi, on pourrait peut-être l'obtenir de la poste. »

Cette conversation prouve bien qu'il était question d'apposer le cachet sur le *petit bleu* et non sur une lettre quelconque.

Il est à remarquer que dans son rapport contre Picquart le capitaine Tavernier parle d'un avis qu'aurait fait Picquart devant Junck, avis qui établit, d'après Tavernier, que l'inculpé a eu l'intention de substituer à l'original du *petit bleu* une photographie de ce document portant le cachet de la poste. On peut se demander si ce n'est pas l'opinion du général Rogét qui a pu amener le capitaine Tavernier à asseler sa conviction sur le témoignage unique et tardif de Junck. Si l'on se reporte aux différentes déclarations de Junck, on constate que, devant le commandant Ravary et le juge d'instruction Fabre, il ne dit pas un mot d'une proposition qu'aurait faite devant lui Picquart, au sujet de l'apposition d'un cachet de la poste, soit sur le *petit bleu*, soit sur une pièce quelconque.

Devant le capitaine Tavernier, le 11 octobre, il raconte, il est vrai, qu'en sa présence la conversation suivante a eu lieu entre Picquart et Lauth : « Lauth lui fit observer qu'il faudrait toujours montrer l'original (du *petit bleu*), que jamais un juge ne se contenterait d'une photographie. Le colonel Picquart lui répondit qu'il voulait pouvoir dire que le *petit bleu* avait été intercepté à la poste, photographié, puis remis en circulation. A cela, Lauth répondit que le *petit bleu* n'avait pas été mis à la poste, puisqu'il ne portait pas de cachet. Le colonel demanda alors si l'on pouvait obtenir de la poste l'apposition d'un cachet à une date antérieure. »

Il semble, en tout cas, bien téméraire de considérer comme une preuve d'un aveu de Picquart le récit fait par Junck, récit qui est en désaccord flagrant : 1° avec toutes les déclarations antérieures de Junck ; 2° avec les nombreuses déclarations faites précédemment par Lauth. Le récit de Junck est visiblement arrangé ; il tient compte de toutes les objections qui ont été faites aux allégations invraisemblables de Lauth, notamment au procès Zola. Enfin, il rend bien la pensée du général Rogét, qui fut le chef de Junck au cabinet Cavaignac. A part cela, il est en contradiction avec tout ce qu'a fait réellement Picquart.

Déposition du 7 novembre 1898.

Les choses auraient peut-être ainsi marché si Lauth n'était intervenu pour faire à Picquart ce raisonnement : « Mais votre *petit bleu* intercepté à la poste, qu'est-ce qu'il prouvera ? Il n'est d'écriture inconnue et il n'est pas signé ; en disant que vous l'avez intercepté à la poste vous en avez fait la preuve, c'est-à-dire son origine ! »

C'est alors que Picquart répond : « Vous serez là pour certifier que l'écriture est celle de tel ou tel attaché militaire. » Mais cette fois Lauth s'indigne et pousse un : « Jamais de la vie ! » qui va frapper à travers la cloison le capitaine Valentin qui travaillait dans la pièce voisine. Et à la sortie de Lauth, Valentin d'abord, puis Junck, lui demandent ce qui vient de se passer et Lauth répond : « Il voulait me faire certifier que l'écriture du *petit bleu* est celle de telle personne. »

Pièce annexe n° 2

Tableau comparatif des témoignages de Lauth et de Junck au sujet de la proposition qu'aurait faite Picquart à Lauth relative à l'écriture du « petit bleu »

ENQUÊTE PELLIEUX

Lauth : « Quelle preuve auriez-vous de l'origine du document, puisqu'il n'est pas signé et que le cachet de la poste manque ? »

(Ici deux phrases relatives au cachet de la poste.)

« Et, en fin de compte, cette carte non signée pourrait provenir de n'importe quel personnage avec lequel le commandant Esterhazy serait en relation, étant donné l'état embarrassé de ses affaires. »

« Oui, dit le colonel, mais vous seriez là pour certifier que c'est l'écriture d'une personne que vous connaissez bien. »

Je m'écriai : « Jamais de la vie ! ce n'est pas son écriture. »

Le colonel n'insista pas et les choses en restèrent là.

Dans la soirée, les capitaines Junck et Valentin me demandèrent de quoi il s'agissait, et je leur racontai immédiatement ce qui s'était passé.

N'a pas déposé devant le général de Pellieux.

INSTRUCTION RAVARY

Lauth : « Mais alors, mon colonel, comment pouvez-vous en prouver l'origine, puisqu'elle n'est pas signée ? »

« Mais vous serez toujours là pour certifier de qui est l'écriture. »

Deux de mes collègues m'entendirent et, quand je fus sorti du bureau, ils me questionnèrent, et je leur racontai ce qui venait de se passer.

(Suiv le récit d'une autre scène probablement antérieure, dit Lauth, où il fut question des cachets de la poste.)

Et il ne fut plus question de rien à la suite de cela.

J'ai entendu le commandant Lauth faire cette réponse (Jamais de la vie !) au colonel. Celui-ci lui avait fait remarquer que lui, Lauth, serait toujours là pour témoigner en justice sur l'origine du télégramme.

Le commandant Lauth avait fait remarquer au colonel Picquart que cette photographie retouchée ne pourrait avoir de valeur ou de sanction qu'elle portait un timbre de la poste.

PROCES ZOLA

Au moment où je faisais observer au colonel Picquart qu'en faisant disparaître les traces de déchirures il enlevait toute valeur à cette carte-télégramme, le colonel Picquart dit ces mots : « Vous serez là pour certifier que cette écriture est celle de telle personne. »

C'est alors que j'ai répondu : « Jamais de la vie !... » (I, p. 153.)

Déclaration analogue, p. 281.

N'a pas déposé au procès Zola.

INSTRUCTION FABRE

(Quelques phrases sur les cachets de la poste.)

« ... Du reste, le fait qu'il (le petit bleu) aurait passé par la poste, lui enlèverait toute trace d'authenticité, puisqu'il n'est pas signé. »

Le colonel Picquart me dit : « Mais vous serez là pour justifier que c'est l'écriture de telle personne. » Je lui ai répondu : « Jamais de la vie !... »

L'incident fut clos.

Nous lui avons fait observer (à Picquart), que la pièce n'ayant pas les cachets de la poste, elle n'avait pas un caractère d'authenticité au point de vue où il se plaçait [saisie à la poste].

Comme Lauth, faisait observer à Picquart qu'il faudrait bien qu'il montre l'original en justice... et qu'il ne pourrait en attester la provenance, le colonel Picquart lui a répondu : « Vous serez toujours là pour attester qu'il vient d'un tel. »

Le commandant Lauth a répondu : « Ça, jamais ! »

INSTRUCTION TAVERNIER

Du 3 octobre 1898. — Reproduction presque exacte de la déclaration faite devant Pellieux ; toutefois, sans reproduire la phrase caractéristique relative à Esterhazy : « ... Étant donné l'état embarrassé de ses affaires... »

Du 12 octobre. — Dans sa déposition du 5 octobre, Picquart a fait remarquer qu'il a dû évidemment y avoir plusieurs conversations entre Lauth et lui et qu'il a pris le rapporteur de comparer entre elles les dépositions antérieures de Lauth. Le rapporteur dit alors à Lauth : « Votre première déposition devant le général de Pellieux est conforme à celle que vous avez faite devant nous. Dans la déposition reçue par le commandant Ravary, vous indiquez... deux entretiens différents ; l'un au sujet de l'authenticité de l'écriture du petit bleu, l'autre au sujet de la possibilité de faire apposer un cachet de la poste... »

Lauth répond qu'il y a eu deux conversations au sujet de la disparition des traces de déchirures, de l'écriture du petit bleu et de l'apposition d'un cachet de la poste. Une, seule à lui ; l'autre, quelques jours après, devant Junck, dont les souvenirs seront sans doute plus précis.

Du 11 octobre. — A un moment donné, Lauth sortit du bureau du colonel en disant, sur un ton un peu élevé : « Jamais de la vie ! » Il revint alors dans la pièce qui nous servait de bureau commun. Je lui demandai ce qui s'était passé, et il me répondit que le colonel Picquart lui avait dit qu'il serait toujours là, lui, Lauth, pour certifier que la pièce n'avait été écrite par une certaine personne... »

A quelques jours de là... Lauth lui fit observer qu'il faudrait toujours montrer l'original... »

Le colonel dit ensuite à Lauth : « D'ailleurs, vous pouvez toujours témoigner que ce petit bleu a bien été écrit par... [il indique le nom d'un attaché militaire étranger.] »

Lauth répondit que non, et je crois même qu'il fit ensuite remarquer que l'écriture du petit bleu ne ressemblait pas à celle de la personne que le colonel venait de désigner.

Pièce annexe n° 3

Tableau comparatif des témoignages de Lauth, Junck et Gribelin relatifs à la question des cachets de la poste

ENQUÊTE PELLIEUX

Lauth. — « ... Pourquoi désirez-vous tant faire disparaître les traces de déchirures ? » Il (Picquart) me répondit : « Ah ! c'est parce que je veux pouvoir dire là-haut — cela signifiait au chef d'état-major — que je l'ai intercepté à la poste. »

« Mais alors, lui dis-je, quelle preuve avez-vous de l'origine du document, puisqu'il n'est pas signé et que le cachet de la poste manque ? »

« Croyez-vous, me répondit-il, qu'à la poste ils ne consentiraient pas à mettre un cachet ? » Cela m'étonnait, lui dis-je à mon tour, car ils ne sont pas tous les jours très complaisants. »

(Cette conversation eut lieu entre Picquart et Lauth seuls.)

N'a pas déposé devant le général de Pellieux.

INSTRUCTION RAVARY

Lauth : « Pourquoi tenez-vous tant à faire disparaître les traces de déchirures ? » C'est, me répondit-il (Picquart), que je veux pouvoir dire là-haut (cela signifiait le chef d'état-major) que je l'ai intercepté à la poste. »

« Mais alors, mon colonel, comment pouvez-vous en prouver l'origine, puisqu'elle n'est pas signée, etc., etc. » Il n'est aucunement question du cachet de la poste, et la conversation a lieu entre Picquart et Lauth seuls.

Un autre jour, probablement antérieur, le colonel Picquart m'avait demandé, au moment où il avait le document entre les mains : « Croyez-vous que l'on consentirait à la poste à ne mettre un cachet ? » Je répondis d'une façon dubitative en ajoutant : « Ils ne sont généralement pas très complaisants, au service des postes. » Et il ne fut plus question de rien, à la suite de cela.

D. — D'après votre idée, quelle pouvait être l'intention du colonel Picquart en vous faisant cette demande d'effacer les traces de déchirures ?

R. — D'après moi, le colonel Picquart avait l'intention de faire croire qu'il avait intercepté le télégramme, et qu'il ne l'avait pas restitué avec les déchirures.

D. — ... Le commandant Lauth avait fait remarquer au colonel Picquart que cette photographie retouchée ne pourrait avoir de valeur ou de sanction qu'elle portait un timbre de la poste. (Il s'agit ici de la scène entre Lauth et Picquart seuls et dont Junck a entendu quelques mots de son bureau.)

D. — N'avez-vous pas entendu dire, dans votre bureau, que le colonel Picquart avait demandé à M. Gribelin de vouloir bien faire apposer par l'administration des postes un cachet sur cette carte-télégramme ?

R. — Je sais que M. le colonel Picquart a fait cette demande à M. Gribelin, mais je ne la lui ai pas entendue faire directement.

11 décembre. — D. Maintenez-vous votre déposition à l'enquête judiciaire devant M. le général de Pellieux ?

R. — Oui, dans toute son intégrité.

15 décembre. — Sur le moment, quand le colonel Picquart m'a fait cette demande [proposition d'aller à la poste faire mettre sur une lettre le timbre de départ], je n'ai pas pensé qu'elle s'appliquait à la carte-télégramme dont vous parlez.

PROCES ZOLA

I, p. 152. — Lauth dépose et raconte sa conversation avec Picquart à propos du petit bleu sans dire un mot de la question des cachets. Rappelé plus tard, il dit ce qui suit :

I, p. 283. — « Mais enfin, mon colonel, pourquoi voulez-vous faire disparaître ces traces de déchirures ? » Il me répondit : « C'est pour faire croire là-haut que je l'ai intercepté à la poste... » Je ne répondis pas et, un moment après, le colonel me dit : « Je voudrais qu'on crût que cette lettre a été interceptée à la poste. » Je lui répondis : « Comment pourrions-nous croire cela ? D'abord le petit bleu ne porte pas de cachet. »

Le colonel Picquart reprit : « Peut-être qu'à la poste on pourrait y apposer un cachet ? » Il ne me l'a pas proposé, cette phrase a été dite incidemment : « Peut-être qu'à la poste on y mettrait un cachet ? » Je lui répondis : « Je n'en suis pas sûr ; pour ces questions-là, je crois qu'il ne faut pas le leur demander, ils ne sont pas toujours très complaisants. »

N'a pas déposé au procès Zola.

INSTRUCTION FABRE

Cote 23. — Je lui ai demandé (à Picquart) pourquoi il tenait tant à ce que je fisse disparaître ces déchirures. C'est, me répondit-il, parce que je veux pouvoir dire là-haut (chef d'état-major) que je l'ai intercepté à la poste. »

Je lui ai dit : « Mais il n'y a pas le cachet de la poste. » Il me répondit : « On pourrait peut-être à la poste en faire mettre un. » Je lui ai répondu : « C'est une complaisance qu'il est difficile de leur demander... »

L'incident fut clos.

Cote 25. — Le colonel Picquart, à qui nous demandions pourquoi il voulait cette retouche (effacement des déchirures), nous dit que c'était pour ne pas faire connaître le moyen par lequel cette pièce était parvenue au service et faire croire qu'elle avait été interceptée entre je ne sais où elle était sortie de la poste et celui où elle devait être remise au destinataire. Il en avait assez, disant-il, de tout ce qui paraissait dans les journaux au sujet des corbeilles à papiers, et il avait dit là-haut (état-major) qu'on n'obtenait plus rien par ce moyen. Nous lui avons fait observer que la pièce n'ayant pas les cachets de la poste, elle n'avait pas un caractère d'authenticité au point de vue où il se plaçait, et il a demandé à Gribelin si on ne pourrait pas à la poste y faire apposer un cachet. Je ne sais ce que Gribelin a fait.

Devant M. Fabre, Gribelin ne parle pas de la question du cachet.

I, p. 156. — Gribelin dépose sans dire un mot du cachet de la poste. Plus tard, il est rappelé et, sur l'interpellation du président, déclare ce qui suit :

I, p. 282. — Gribelin : Le colonel Picquart m'a demandé un jour, vers deux heures de l'après-midi, si je ne pourrais pas faire apposer un timbre de la poste à une date antérieure à celle où nous nous trouvions. ...

PRÉSIDENT : Témoin, recommencez ce que vous venez de dire.

Gribelin : Le colonel Picquart m'a demandé un jour, vers deux heures de l'après-midi, comme il rentrait à son bureau, si je pourrais obtenir de la poste qu'un timbre de départ fût apposé sur une lettre qu'il n'a pas autrement désignée, lequel timbre devait porter une date antérieure à celle où nous nous trouvions alors.

Pièce annexe n° 4

Déposition de M. Tomps, commissaire spécial, devant M. le conseiller Arthelin, délégué par la Chambre criminelle de la Cour de Cassation (14 janvier 1899).

Au mois de septembre 1896, le journal l'Éclair a publié un article dans lequel il était question de la pièce : « Ce canaille de D... », article qui, sous le nom de Dreyfus était écrit en toutes lettres.

A cette époque, le colonel Picquart a fait revenir Marchand, qui était employé au bureau de la statistique et était rédacteur en même temps au journal l'Éclair.

Il a donné sa parole au colonel Picquart de ce fait qu'il était absolument étranger à la rédaction et à la publication de l'article relatif à la pièce : « Ce canaille de D... »

J'ajoute que Marchand, qui est mon ami d'enfance, m'a donné à moi la même assurance et que je crois absolument à sa sincérité.

Plus tard, rencontrant le colonel Picquart, nous avons causé de cet incident ; il m'a dit : « Après la publication qu'avait faite l'Éclair on voulait la haut faire des ennemis à Marchand ; j'ai répondu que Marchand m'avait donné sa parole d'honneur qu'il était étranger à l'article et sa publication et que je m'opposais absolument à ce qu'on prit une mesure contre lui. »

Vers la même époque, le Jour publia un premier article signé « Possien », un second article sous des « révélations sur la non-culpabilité de Dreyfus. »

Le colonel Picquart me chargea de faire des recherches à ce sujet.

J'appris que M. Possien n'avait d'autre point de départ que les dires du commandant Forzinetti.

Le colonel Picquart fut satisfait de la façon dont j'avais mené cette enquête, qui était en dehors du cadre de mon service ordinaire, si bien qu'à l'époque où parut dans le « Matin » un fac-similé du bordereau, il me chargea de rechercher quelle était la personne ayant fourni le document ainsi reproduit.

Pendant que je m'occupais de cette mission, et avant encore le départ du colonel Picquart, du moins à ce que je crois me rappeler, le commandant Henry me prit à part un jour, à midi, et me demanda de l'accompagner afin de pouvoir causer avec moi.

Nous sortîmes ensemble du ministère par la porte Saint-Dominique.

Le commandant Henry me manifesta alors tout l'ennui que lui causaient les révélations successives qui se produisaient sur l'affaire Dreyfus.

Il me dit que ces révélations ne pouvaient provenir que d'une personne ayant eu accès aux documents entre les mains. « Je suis allé, continua-t-il, au ministère des colonies (je crois), du moins, qu'il m'a parlé de ce ministère ; j'ai vu le dossier et j'ai parlé à M... (il a prononcé un nom que j'ai oublié) ; les divulgations ne peuvent provenir de là-bas ; elles ne peuvent donc provenir que de chez nous. Or, chez nous, seuls, le chef du service, Lauth, Gribelin et moi, pourrions en être les auteurs ; je suis sûr que ce n'est ni Lauth, ni Gribelin, ni moi qui avons commis des indiscrétions. Vous devriez bien chercher d'où elles viennent. » Je dis alors au commandant

Henry que le colonel Picquart m'avait précédemment chargé de faire une enquête sur la publication du bordereau par le « Matin ».

Le commandant Henry me répondit : « Cherchez bien ! »

Peu de jours après avoir eu cette conversation avec le commandant Henry, le colonel Picquart me dit qu'il parlait en mission pour huit jours.

Après son départ, le commandant Henry, qui le remplaçait, me dit d'activer l'enquête relative à la publication du bordereau par le Matin. Je ne tardai pas à avoir des renseignements, et, quelques jours après le départ du colonel Picquart, je me rendis à la S. S. un jour, vers midi, et ne trouvant personne, je déposai un rapport dans lequel je disais que je venais d'apprendre « que le bordereau qui avait servi au Matin à faire son fac-similé avait été pris à une personne qui le détenait de par ses fonctions ».

Le lendemain, je fis un rapport plus détaillé, que le commandant Henry me fit signer, ce qui n'était pas l'habitude : « Le commissaire spécial chargé de l'enquête. »

Quelques jours après, je rencontrai le commandant Henry, qui me manifesta sa mauvaise humeur de ne pas voir la suite de mes recherches.

Il me dit que cela lui paraissait louche et, lorsque, quelques jours après, j'arrivai avec un deuxième rapport qui disait que la personne à qui le bordereau avait été pris était un expert, M. Gribelin me dit : « Nous nous attendions à cela. La personne qui vous a fourni les renseignements vous a induit en

erreur. Vous étiez dans la bonne voie, mais vous n'y êtes plus. »

Quant au commandant Henry qui, lorsque je lui avais remis mon premier rapport, m'avait adressé force félicitations, il me témoigna plus que jamais sa mauvaise humeur et, désignant mon rapport, il dit : « Je n'ai pas besoin de lire ce papier, je sais ce qu'il y a dedans. »

Peu après, j'appris que la S. S., à laquelle je n'avais pas caché le nom de la personne que je fournissais mes renseignements (j'avais même montré ses rapports originaux) avait envoyé quelqu'un auprès de celle-ci pour lui dire que les premiers renseignements fournis (c'est-à-dire ceux desquels il ressortait que le bordereau avait été pris à une personne qui le détenait, de par ses fonctions) étaient excellents, mais que l'on croyait que M. Tomps ne devait pas transmettre tout ce qui parvenait à sa connaissance, et que lui désirait entrer en relation directe avec elle.

Cette personne se rendit, en effet, au ministère de la guerre, où elle fut reçue par un des membres du bureau, qu'elle a su plus tard et qu'elle m'a dit être M. Gribelin.

M. Gribelin a dit à cette personne que le premier renseignement qu'elle avait fourni était le bon, mais qu'elle avait fait fausse route ensuite.

Elle devait donc reprendre ses investigations en partant du premier point, et elle n'aurait qu'à se louer de parvenir à un résultat.

On lui en savait très grand gré : « Quant à M. Tomps, ajouta M. Gribelin, nous pré-

férons le laisser en dehors de cette enquête. »

Voici, au surplus, d'après mes notes, la version textuelle de mon correspondant après la visite dont je viens de vous parler à M. Gribelin, le nom de Lescure.

Abordant la question même, M. Gribelin dit : « C'est votre première hypothèse qui est juste. Vous dites qu'un personnage officiel, qui avait la garde du bordereau, l'a emporté avec lui de l'endroit d'où cette pièce ne devait jamais sortir. Nous avons des renseignements qui corroborent cette version. Cela ne peut être que cela, et votre seconde version, où vous vous rétractez, ne peut pas être exacte. »

Je fais observer ici que je n'ai eu pour ma part aucune contradiction entre les rapports successifs de mon correspondant ; le premier rapport indiquait, sans que les termes en soient restés exactement dans ma mémoire, que le bordereau avait été pris à une personne qui le détenait de par ses fonctions ; et le second disait que cette personne était, en effet, l'un des experts de l'affaire Dreyfus, c'est-à-dire une personne qui l'avait bien eu, en effet, entre les mains en raison de ses fonctions.

Je dois, d'ailleurs, ajouter que j'ai eu depuis l'indication et la confirmation que c'est bien le bordereau d'un expert qui a servi au « Matin » et que cet expert est bien M. Teyssonnières.

Il ne me sera possible de m'expliquer sur les vœux par lesquelles j'ai acquis cette certitude. Lorsque j'eus connaissance des démarches faites par la S. S. auprès de mon correspon-

dant, je me contentai de le signaler à cette même section par un rapport ; je fus alors convoqué par dépêche et reçu dans le bureau du capitaine Lauth en présence de MM. Junck et Gribelin.

Le capitaine Lauth, au nom du commandant Henry, chef du service, me reprocha sur un ton très vif de ne pas avoir mené cette enquête ainsi que j'aurais dû le faire : « Je subissais, me dit-il, l'influence de quelqu'un, et j'avais tort. »

Il me reprocha aussi d'avoir signalé les négociations de la S. S. avec mon correspondant. Il me menaça de me mettre à la disposition de la Sûreté générale.

Je me retirai et M. Gribelin m'ayant écrit une lettre par laquelle il me disait qu'étant donné l'attitude que j'avais prise à l'égard du Service, il ne pouvait accepter deux cartes de bal que j'avais mises à sa disposition, je lui répondis par une lettre dont je vous mets la copie, et qui contient la confirmation même d'une grande partie de ma déposition.

L'original, en date du 6 décembre 1896, c'est-à-dire remontant à plus de deux ans, est entre les mains de M. Gribelin.

Depuis, j'ai revu M. Gribelin, qui m'a redit qu'il m'avait écrit et je lui ai invité à reprendre d'ailleurs mon service habituel à la statistique.

Le Gérant responsable : A. BOREL.

Paris. — D. CASSIGNOL, imprimeur, 26, rue Drouot. (Imprimerie du Figaro). — Emile Lemaire. Imprimé sur les nouvelles machines rotatives à six pages de MARIGNON.